

et de la Communication CGT





la protection sociale pour l'audiovisuel, la communication, la presse et le spectacle



santé, retraite, prévoyance, épargne, logement, action sociale

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50***

La réforme des retraites ne doit pas survivre à Woerth!

Que Woerth ne soit pas né pour longtemps ministre de la Retraite, c'est très probable en ce début juillet. Woerth incarne la promiscuité entre le clan Sarkozy et le monde des affaires. C'est, au fond, la nuit du «Fouquet's» qui se prolonge en plein jour.

Si Woerth est l'homme malade d'un gouvernement fébrile, c'est que l'exercice du pouvoir devient difficile: le président bling-bling se veut père-la-rigueur et en annonce l'addition ces prochains jours, quand les « affaires » se multiplient. Et Woerth (ou son successeur) frappe un système social de la retraite plombé par un chômage en expansion.

Le tout en même temps.

Cœur de crise

On entre dans le très dur, dès l'été. Le gouvernement a choisi d'endetter l'Etat à hauteur de 40 % du PIB pour soutenir la banque. Il apporte sur l'autel de la finance le système

social et livre aux assureurs la future dépendance.

Mais voilà que la résignation recule, la journée du 24 juin l'annonce. Déjà rendez-vous est pris pour le 7 septembre. L'enjeu est clair: ou les libéraux cassent le système social, ou le mouvement social le défend, en lui apportant les financements nécessaires.

Le véritable scandale Woerth, c'est toute une posture que l'on connaît bien dans nos professions: nier jusqu'à la moindre parcelle de négociation, nier la validité de tout argument, de toute proposition alternative. Seules compteraient les revendications patronales.

Mais nous savons, maintenant, que rien n'est joué: un été mobilisé ne peut qu'apporter une rentrée efficace. On relève le défi!

Marc Peyrade et Jean Gersin



Journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication 263, rue de Paris • 93514 Montreuil Cedex Téléphone: 01 48 18 80 24 • Fax: 01 48 51 99 07 Site Internet: http://www.filpac-cgt.fr Mail: filpac@filpac-cgt.fr

Directeur de publication : Michel Muller

Comité de rédaction

Responsable: Jean Gersin

Équipe rédactionnelle: Isabelle Toquebeuf, Eric Birger, Yvon Huet, Antoine Peillon Correspondant: David Roussel

Montage: Stéphane Paturey Crédit photo: Daniel Hommeau Révision : Michèle Marquis-Pardo, Philippe Zirn

Imprimerie Alliages 115, avenue Raspail • 94250 Gentilly



SOMMAIRE

 Cours d'austérité option langues régionales 	page 7
Capitaliser la retraite, subir le chômage, et manger la rigueur?	page S
 Démocratie ou révolution Nous sommes à la croisée des chemins! 	
Linselles. Rien de neuf en licenciant les anciens	page 16

page 4

Dagaian muaga	
Dossier presse	10 \ 00
quotidienne	pages 19 à 30
PQN • Pourquoi cette	
grande braderie?	page 19
Le Monde capitaliste	page 20
La Tribune :	
Weill décampe	page 23
Groupe Amaury.	
Retraite chapeau d	u
dernier des Mohica	ns page 24
La bataille de	
l'information	page 26
PQR PQD. Préparons-r	ious
à la tempête	page 27
Groupe Sud-Ouest:	
Lemoine, le capital	
et la dette	page 28
Groupe de Presse	
Crédit Mutuel	page 29

E CRISE

SEC R

Cœur de crise

Derrière la crise, la question sociale. Celle d'un arbitrage entre les velléités d'enrichissement de quelques-uns, les marchés, les banques et les spéculateurs, la passivité de quelques autres, les Etats, et l'atonie mortifère du plus grand nombre, les individus, avec la peur en toile de fond.

Derrière la crise, la volonté de déconstruire un modèle social qui fait consensus depuis une cinquantaine d'années et d'asservir l'individu aux règles de la finance dont il est sommé de pérenniser le règne en mettant la main à la poche, ou, plus exactement, au porte-monnaie. Lorsque des milliards sont débloqués pour sauver les banques, alors qu'on vous refuse une augmentation de 200 euros brut quand vous peinez à joindre les deux bouts malgré un régime pâtes-ketchup ou riz-mayo et un budget clopes restreint, vous vous dites à juste titre qu'il y a un truc qui cloche.

Histoire de bulles

Si vous vous interrogez profondément sur le sens de cette crise, vous ne pouvez vous empêcher de lui trouver un goût de déjà-vu: bulles spéculatives qui font pschiiiit, crise de liquidités relayée par le concerto des analystes spécialisés du Figaro Economie dépêchés sur le terrain pour l'occasion, version reportage au CAC 40, panique du gouvernement qui ne trouve rien de mieux que de sortir l'artillerie lourde de la com pour « rassurer les marchés ». Là, vous vous sentez coupables de n'avoir rien vu venir. En gros, ça va mal et si nous ne faisons rien, ça va aller encore plus mal. Si les marchés sont rassurés, tant mieux pour eux, pendant ce temps vous, vous hésitez entre la corde et le couteau avant d'être mangés à la sauce austérité. La corde, c'est plus lent, peut-être moins douloureux; le couteau, c'est plus rapide mais ça fait tache. Vous hésitez...

Le temps de vous décider, un petit rappel. 1929, ça vous dit quelque chose? Les années folles, le jazz, la Ford T, la prohibition et, bien sûr, la crise, encore elle, déjà elle. En 1929, le krach de Wall Street et l'éclatement de la bulle financière ont eu sur l'économie un effet pire que la crise des Tulipes de 1637. Ne riez pas. En 1637, la tulipe, c'était le truc tendance: nouveau et rare, glamour et chic. Les cours de la tulipe ont monté, monté, monté, avant de descendre, descendre, descendre, et une récession économique s'est abattue sur la Hollande. En 1929, enjoués grâce à

l'avènement d'une nouvelle société industrielle, les gens consommaient et spéculaient. Comme ils n'étaient pas très riches, ils s'endettaient pour consommer et spéculer. Le crédit était devenu le meilleur allié de la croissance américaine et nos amis outre-Atlantique spéculaient à crédit en pensant que la prospérité était au coin de la rue, puisque le président de l'époque, Herbert Clark Hoover, en avait fait son cheval de campagne. Et puis un jour, tout a fichu le camp, l'économie réelle a « décroché », comme on dit dans le jargon, et les cotations boursières se sont complètement détachées de la valeur des entreprises qu'elles représentaient. Le système a perduré quelque temps, jusqu'au moment où angoisse et mimétisme grégaire se sont rejoints et où, en anticipant une future baisse des cours, les gens ont vendu en même temps sur un marché incapable d'absorber une telle quantité d'actions. Les investisseurs, petits et gros, furent ruinés et les Etats-Unis et le monde connurent une période de grande dépression économique à laquelle la Seconde Guerre mondiale mit fin.

Le rapport avec 2008? Le foutoir spéculatif. C'est lui qui est l'origine de la crise des subprimes, ces actifs toxiques – les créances pourries souscrites sans garantie sur de l'immobilier - que les banques et les fonds de placement ont dissous dans toute l'économie en les titrisant. Jusqu'au jour où l'immobilier s'est mis à baisser, où les créanciers ont demandé le recouvrement de leurs créances à des gens incapables de les rembourser. Affolées, les banques ont coupé les crédits et ce manque de liquidités a, comme en 1929, eu un effet récessif sur l'économie: fermetures d'usines, chômage, baisse de la consommation, nouvelles fermetures d'usines, etc. Les banques ont fermé les unes après les autres et les Etats sont intervenus à coups de milliards de dollars et d'euros pour les sauver, les recapitaliser mais sans entrer au capital. Génial pour les banques: le beurre, l'argent du beurre et... le reste. En termes économiques, on dit privatiser les gains et socialiser les pertes. Les Etats ont donc sauvé les banques. Mais la spéculation ne s'est pas arrêtée et, ne pouvant plus spéculer sur les créances pourries

des gens qu'ils venaient de ruiner, les marchés se sont mis à spéculer sur les dettes que les Etats venaient de leur racheter. Fais du bien à Bertrand... C'est le syndrome du triple AAA qui frappe les Etats, obnubilés qu'ils sont par l'idée de garder leur bonne note auprès des agences de notation puisque le bréviaire libéral, très clair à ce sujet, précise que la confiance des marchés dépend de l'évaluation qu'ils font de la solvabilité des Etats dans lesquels ils s'apprêtent à investir, c'est-à-dire de leur capacité à rembourser à des taux faramineux les emprunts qu'ils contractent.

Chéri, fais-moi mal!

Voilà à peu près où nous en sommes : le monde est fou, le monde est beau. Enfin pas pour tous: vous l'attendez toujours, votre augmentation de 200 euros brut, non? Eh quoi, soyez solidaires! Participez, en vous serrant la ceinture – ou ce que vous voudrez – à l'effort de solidarité que l'on attend de vous pour sauver nos chères banques, notre cher système financier puisqu'il est établi qu'il fait le bonheur de l'humanité. Avec le sourire, s'il vous plaît. Vive l'austérité! Grâce à elle, la France et les pays européens désireux de donner des gages de bonne volonté aux marchés vont retrouver leur grandeur d'antan. Forcément, les retraites et les pensions des fonctionnaires coûtent cher. D'ailleurs, on ne raisonne même plus en termes de prestations sociales, mais de coûts sociaux. Ce qui est une dette de l'Etat à l'égard de ses citoyens devient un don, pire, un coût. Et l'Etat-Providence, débiteur à l'égard de ses citoyens à travers les services publics, l'éducation ou la santé publique, choisit de privilégier la dette financière qu'il doit aux marchés plutôt que la dette sociale qu'il doit aux premiers. C'est la fin du contrat social et du compromis fordiste que sous-tend la crise actuelle. Rien de tel qu'une bonne purge du système par le système pour que tout reparte comme avant. C'est-à-dire que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. La folie des grandeurs, en somme. Les coûts de la protection sociale, jugés à l'impératif de la logique financière, sont sommés de se réduire. Soumis à la vigilance des marchés et des banquiers, le politique s'efface et la cohésion sociale se délite. Voilà l'enjeu de la crise actuelle: la déliquescence de la cohésion sociale et des avantages sociaux issus de la Libération, retraites et assurance-maladie en tête.



Mais qu'est-ce qu'un coût social? La notion est un oxymore et mérite qu'on s'y arrête. Qu'est-ce qui est le plus coûteux? 200 euros brut d'augmentation en PQR? Ou 750 milliards net destinés à sauver les banques? Dans le premier cas, l'augmentation va se traduire par une hausse du bien-être du travailleur, soit qu'il consomme, soit qu'il épargne et décide de garder une poire pour la soif. Dans le second, quelle peut bien être la retombée sociale effective d'une mesure d'envergure comme la mise sous perfusion financière des banques et des marchés. Tu la sens ma perfusion? La réponse semble évidente. On se réveille! Après tout, on a bien le droit de se dire que le système est fait pour nous, et non l'inverse. L'ère de l'insécurité sociale ne sera pas la nôtre. Il faut contre-attaquer la volonté de puissance de l'Empire et de ses sbires.

Mais l'Empire dispose d'une arme de destruction massive pour asseoir sa domination et annihiler toute velléité de contestation. Cette arme, c'est le langage.

Big Brother nous surveille

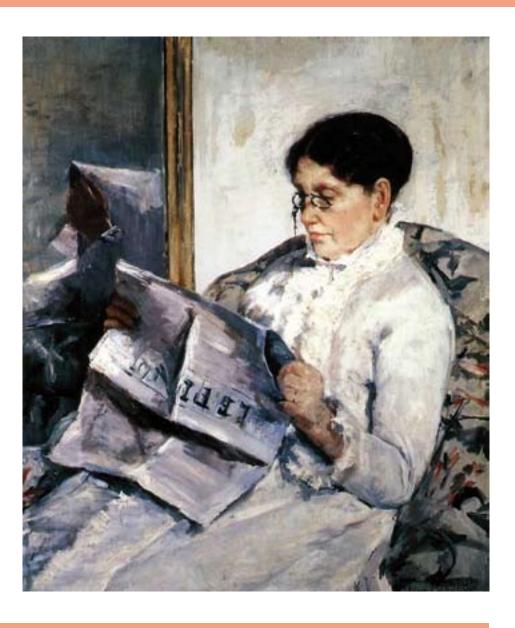
« Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée? A la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer (...) La Révolution sera complète quand le langage sera parfait».

Dans 1984 – écrit en 1948! – Orwell cherchait à attirer les consciences sur l'importance du langage dans la structuration de pensée et l'encadrement de l'action.

Le langage de l'Empire nous conditionne au point de nous faire regarder comme allant de soi ce que, autrefois, nous aurions remis en question. Puisqu'il apparaît évident qu'il faut sauver les banques et le système financier, nous ne trouvons rien à redire aux solutions de crises qui nous sont présentées. Elles apparaissent inéluctables. Normal de travailler plus puisqu'on vit plus vieux. Normal de raquer de nos deniers pour financer le cancer qui nous menace vu le monde dans lequel on vit, surtout si on habite les côtes de Louisiane ou de Floride. Normal, si l'on est un fonctionnaire grec, espagnol ou roumain, de voir sa pension diminuer; normal, si l'on est un travailleur français, de repousser le moment où l'on partira à la retraite: soyons solidaires, diantre! Comme le soulignait Wittgenstein, «Il m'est difficile de voir ce que j'ai sous les yeux». Il m'est difficile de contester ce qui m'apparaît évident. Et le langage participe de cette domination du système. En sapant les bases de la contestation sociale, il en légitime les dérives les plus folles.

C'est contre cette déconstruction du monde social issu de la Libération qu'il faut lutter, contre cette résignation ambiante qui a pour corollaire notre atonie générale. Luttons kont' pwofitation et kont' wesignation, il y va de notre avenir et de la confiance que nous avons en lui.

ISABELLE TOQUEBEUF



REPERES

Documentaires

1929 - La crise

1929 - La grande dépression

Soit deux documentaires de William Karel, diffusés et édités par Arte DVD, dans lesquels l'auteur dissèque les mécanismes du krach boursier, le fameux jeudi noir de Wall Street, qui ont conduit à la Grande Dépression des années 30.

L'effondrement de la Bourse le jeudi 24 octobre 1929 a été précédé d'une décennie d'euphorie, où l'innovation et la consommation ont alimenté la croissance américaine. Sous-tendues par le crédit, consommation de masse et spéculation donnent l'illusion d'un monde nouveau, dans lequel la Bourse est le sport national. Jusqu'au jour où tout bascule, où la bulle explose, où la Bourse décroche. Et où ce qui n'était au début qu'une crise financière gagne l'économie réelle et plonge le pays dans la récession.

Le second documentaire évoque l'impact de la récession sur les populations, les révoltes sociales, les réactions violentes des patrons, de la police et du pouvoir et, surtout, la montée des extrémismes, aux USA d'abord, en Europe et en Allemagne ensuite, avec la propagation de la crise. Puis Roosevelt, le New Deal et, enfin, la Seconde Guerre mondiale qui, seule, mettra fin à la plus terrible récession économique qu'aient connue les Etats-Unis jusqu'à aujourd'hui.

Compromis fordiste

On appelle compromis fordiste le rapport social qui a régi, sous forme d'accord tacite entre le patronat et les salariés, l'organisation du travail jusque dans les années 80. En échange de gains de productivité élevés, les salariés étaient mieux payés et alimentaient la croissance puisque les gains de productivité étaient traduits par les patrons en hausse des salaires ou en baisse des prix.

Au début des années 80, ce modèle a été ébranlé par la mondialisation et la globalisation du capital. La logique économique s'est peu à peu dissociée des impératifs sociaux. Le capital s'est progressivement émancipé des correcteurs sociaux et des cadres référentiels nationaux, mettant fin à la dynamique d'entraînement mutuel du progrès social et du progrès économique. En fait, l'actionnariat s'est imposé comme mode de gestion de l'entreprise et les gains de productivité des salariés ont été accaparés par les actionnaires : la hausse des salaires des producteurs de richesses s'est mue en récompense financière des détenteurs du capital, en dividendes et en stock-options notamment.

Mais ce capitalisme « de basse pression salariale », comme le qualifie l'économiste Frédéric Lordon, a montré ses limites : soutenir la consommation par le crédit et l'endettement, couplé à une finance dérégulée, nous a conduits à la crise que nous connaissons aujourd'hui.

Cours d'austérité, option langues régionales

- Rigueur, rigueur, n'avez-vous donc que ce mot à la bouche?
- J'en ai d'autres! Spreads, taux d'intérêt, CDS, primes de risques, titres de dettes, AAA, A2, A3, BA1, etc.
- Qu'est-ce à dire?
- Si la rigueur est le mot tendance en Europe en ce moment, d'autres s'imposent déjà dans les esprits. Ainsi, nous asseyons peu à peu notre vision de l'avenir dans la tête des gens, nous structurons leur pensée par le langage et annihilons toute tentative de résistance. La rigueur, c'est la victoire de la gouvernance économique sur l'individu, dont nous allons progressivement rogner les acquis sociaux. En nationalisant les pertes colossales du secteur bancaire, ces imbéciles d'Etats font notre jeu plus que le leur. Et leurs citoyens vont payer, sans rien dire. La preuve, le G20 se termine sur un échec: ni taxation des banques ni régulation des marchés. Chacun chez soi et la rigueur pour tous.

Mais voyez plutôt.

Grèce

Le premier des pays européens à être touché par la crise se voit imposer, plus qu'un plan



de rigueur, une cure d'austérité. 30 milliards d'économie en trois ans sont exigés d'Athènes afin de ramener son déficit budgétaire – actuellement de 14 % du PIB – sous la barre des 3 % en 2014. Pour ce faire: hausses des impôts (la TVA passe de 21 à 23 %), diminution des salaires des fonctionnaires (suppression des 13e et 14e mois) et réforme des retraites (passage de 37 à 40 annuités, report de l'âge légal à 65 ans, calcul du montant sur l'ensemble de la carrière).

Portugal

Pour ramener le déficit à 7,3 % du PIB cette année (au lieu de 8,3 %) et à 5,1 % l'an prochain (au



lieu de 6,6 %), hausse de la TVA de 21 %.

Italie

Pour maintenir son déficit budgétaire autour des 5 %, l'Etat italien doit faire environ



25 milliards d'économies d'ici à 2012. Le gouvernement Berlusconi prévoit une diminution des dépenses de santé d'environ 1 milliard d'euros.

Espagne

15 milliards d'euros d'économies sont prévus pour que le déficit espagnol tombe



à 6,5 % du PIB en 2011, au lieu de 11,25 % actuellement. Et à 3 % en 2013. En juillet, la TVA sera relevée et la remise fiscale de 400 euros pour tous sera supprimée. Pour l'instant, le gouvernement Zapatero refuse de toucher aux dépenses sociales, retraites et indemnités chômage.

France

« La rigueur, c'est l'ajustement économique par la baisse du pouvoir d'achat. Or, ce n'est pas



du tout la politique du gouvernement », nous dit Guaino. Et pourtant, l'heure de la rigueur a bel et bien sonné en France. Gel annoncé des salaires des fonctionnaires, gel des dépenses de l'Etat et réduction de 10 % sur trois ans de ses dépenses de fonctionnement : le gouvernement doit

COURS D'AUSTÉRITÉ, OPTION LANGUES RÉGIONALES

économiser 100 milliards d'euros en trois ans, là encore pour «rassurer les marchés» et ramener notre déficit public de 8 % à 3 % du PIB en 2013. Comme il est moins impopulaire de baisser les dépenses que d'augmenter les recettes, 45 milliards doivent provenir d'une réduction drastique des dépenses publiques: Etat, collectivités territoriales et Sécurité sociale, avec les branches vieillesse (les retraites) et maladie (assurance maladie) en tête de file. Le plan d'austérité Fillon se propose de démanteler nos acquis sociaux sous couvert de réduire le déficit de l'Etat. Objectif « déficit zéro en 2018 », a indiqué Woerth. L'été sera chaud, la rentrée encore plus. Du sang et des larmes, celles des plus démunis.

Quelques exemples:

- Réforme des retraites avec un report de l'âge légal du départ à 62 ans - 67 ans à taux plein – et une augmentation de la durée de cotisation à 41.5 ans.
- Réforme de l'Etat, sommé de réaliser 10 milliards d'économies d'ici à 2013 dans le cadre de la RGPP (révision générale des politiques publiques) avec, notamment, la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires, dont 16 000 postes dans l'Education nationale en 2011.
- Non-reconduction des mesures de soutien au pouvoir d'achat prises en 2009, comme la prime de 150 euros à 3 millions de familles modestes.
- Suppression des bons d'achat de services à la personne.
- A terme, nos dépenses de santé sont menacées. Puisque la caisse d'assurance maladie est en déficit, on y appliquera

la même recette que pour la dette de l'Etat: on baissera les dépenses qui nouveaux. A bas la dette sociale, celle que l'Etat doit à ses citoyens. La dette sociale coûte cher. Peu importe qu'elle soit garante du modèle social français, celui-ci est voué à disparaître.

Allemagne

80 milliards d'euros doivent être économisés d'ici à 2014. Les



prestations sociales vont être réduites, en particulier l'aide aux chômeurs et les minimums sociaux. Les allocations familiales et les aides au congé parental seront aussi réduites. D'ici à 2014, 15 000 emplois de fonctionnaires seront supprimés. La Bundeswehr, l'armée allemande, va subir des coupes de personnels: 40 000 postes sont concernés.

Angleterre

Avec un déficit qui atteint les 11,5 % du PIB, l'heure est à



la rigueur en Angleterre aussi. David Cameron promet une réduction des

profitent aux citoyens, celles-ci étant la variable d'ajustement privilégiée. Comme pour les retraites, l'ennemi déclaré c'est la solidarité. Un jour viendra où nous capitaliserons pour notre retraite, où chacun sera soigné non plus selon ses besoins, mais selon ses moyens. C'est plus facile et moins impopulaire que d'instaurer des impôts

dépenses publiques à ses concitoyens. Au programme, gel des salaires dans le secteur public, baisse des effectifs et révision à la baisse des retraites.

Hongrie

Prélèvement fixe sur le revenu des ménages de



16 %, gel des salaires des fonctionnaires et, pour faire passer la pilule, une taxe sur les banques.

Roumanie

Pour réduire le déficit, le gouvernement a décidé d'appli-



quer une politique ultralibérale: dès juin, les salaires des fonctionnaires diminueront de 25 % alors que les retraites et les allocations chômage baisseront de 15 %.

- Vous voyez, nous finissons par obtenir ce que nous souhaitons. Un nouvel ordre est en marche, un ordre où seuls les intérêts des puissances financières comptent. Les plans de rigueur à l'échelle européenne n'en sont qu'une étape, voire une modalité. Le bonheur de l'humanité le cède à celui des marchés et l'individu décide de se soumettre. Il est loin le temps où les chantres de la liberté lui promettaient des lendemains heureux. Nous avons réussi un glissement sémantique d'importance: le bonheur de l'humanité n'est plus la fin ultime, seule la survie est érigée en impératif catégorique. Le bonheur n'est plus la justification de la société. L'évitement du malheur suffit à en motiver l'existence.

Les gouvernements et les peuples, par leur inertie, sont devenus la chambre d'enregistrement de la volonté des marchés et de la finance. Et les politiques en sont réduits à consolider ce rapport de forces plutôt qu'à lui opposer une résistance démocratique et sociale.

- Vous n'avez pas gagné pour autant. La servitude volontaire a ses limites. Notre salut viendra de votre avidité et des humiliations que vous infligez aux peuples et aux Etats. Un jour viendra où ces derniers se révolteront, lassés d'être pris pour des valets. Ce jour-là, vous verrez.

ISABELLE TOQUEBEUF



Capitaliser la retraite, subir le chômage et manger la rigueur?

Le «projet de loi portant réforme des retraites » fait partie du plan de rigueur à venir.

Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, vend la mèche dans son interview du 24 juin aux *Echos*:

« **Question:** Justement, la France se distingue: elle n'a pas choisi ce style de communication en refusant même le mot de "rigueur".

Christine Lagarde: C'est un mot terriblement connoté en France – vous le savez, je le sais. C'est comme cela... Si vous voulez, je peux dire que nous devons avoir une politique responsable et rigoureuse. Est-ce différent? Non! (...)

N'oubliez pas déjà la réforme des retraites qui aura un effet considérable sur les finances publiques...»

« **Question:** François Fillon a évoqué 45 milliards d'euros d'économies dans les dépenses sur trois ans. Combien en faut-il dans le budget de 2011?

Christine Lagarde: D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir en faire plus que ce que pensent tous les ministres! Je peux vous le confirmer!»

S'il fallait effacer la moindre ambiguïté sur le rapport entre réforme des retraites, rigueur et hausse des impôts, la ministre se livre à cet exercice d'une brutale précision.

« **Question:** Sur les dépenses, néanmoins, peu de mesures concrètes jusqu'à maintenant, hormis la réforme des retraites...

Christine Lagarde: (...) Notre calendrier est clair: la réforme des retraites la semaine dernière; puis le débat d'orientation sur les dépenses publiques; la consolidation de notre plan sur les dépenses de l'Etat en juillet; le volet fiscal à la fin de l'été. »

« **Question:** Le volet fiscal à la fin de l'été se comprend en bon français par l'annonce de hausses des impôts à la rentrée. Pourquoi cette rigueur qui dit enfin son nom?

Christine Lagarde: Il ne faut pas casser le modèle économique bancaire, surtout quand



celui-ci a plutôt bien résisté à la crise, comme c'est le cas des banques françaises.»

Pour ne pas casser le modèle économique bancaire, le gouvernement de Christine Lagarde y consacre une part croissante du PIB, mais en plus il livre au secteur financier les assurés sociaux.

Où veulent-ils en venir? Leur «dépendance» est un aveu!

Pendant la non-négociation du projet de loi sur la réforme des retraites, se prépare au sein de l'UMP un pas décisif contre l'assurance sociale au profit de la capitalisation.

La dépendance est cette situation atteinte par de nombreuses personnes en état de fragilité



absolue à la fin du troisième âge. Elles dépendent de leur entourage, de maisons spécialisées. On connaît la rapacité de deux ou trois fonds d'investissements qui possèdent les réseaux de maisons spécialisées aux tarifs prohibitifs. Il s'agit du fameux « or gris », les profits réalisés sur les cheveux de la même teinte.

Le chef de l'Etat avait annoncé son intention de créer un cinquième risque social « dépendance ». Au nom de l'UMP et du pouvoir, une députée de Meurthe-et-Moselle, Valérie Rosso-Debord, a été bombardée présidente de la mission d'information sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

Qu'a-t-elle imaginé?

Ce seront les retraités imposables qui devront financer le coût de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), par le moyen d'une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) qui leur sera réservée. Puis il s'agirait de faire payer à tous les Français la contribution solidarité autonomie (CSA), aujourd'hui acquittée par les seuls salariés.

Comme les 2 milliards d'euros escomptés ne suffiront pas, M^{me} Valérie propose

dans son rapport de rendre obligatoire dès 50 ans la souscription d'une assurance privée. Raison évoquée: « L'état des finances publiques ne nous permet pas de créer de nouvelles niches fiscales. »

L'APA serait réservée à «ceux qui en ont le plus besoin », les autres en seraient exclus. Pour aller au bout du compte, la députée Rosso-Debord prévoit pour les extrêmement dépendants une allocation APA à taux plein à condition d'accepter un droit de reprise sur la succession future plafonnée à 20 000 euros. «De quoi générer un certain nombre d'économies bienvenues », soupire Madame Dépendance. Car elle estime que les personnes dépendantes pouvant se déplacer à l'intérieur de leur logement, mais qui doivent être aidées pour leur toilette ou leur habillage, ne méritent plus l'APA!

Dame Rosso-Debord, dans l'interview du 24 juin aux *Echos*, insiste sur le projet phare, la capitalisation individuelle:

«Question: en rendant obligatoire la prise en charge d'une assurance-dépendance à partir de 50 ans, ne risquez-vous pas d'accroître les inégalités? **Valérie Rosso-Debord:** L'Etat ne pourra pas tout prendre en charge. Il faut inciter les gens à prévoir leur perte d'autonomie. Pour 15 euros par mois à partir de 50 ans, les assurances et les mutuelles peuvent vous servir une rente de 500 euros quand la dépendance s'installe. L'Etat, lui, peut être le garant de cette prévoyance en encadrant le régime assurantiel et en créant un label. »

Inconscience? Ingénuité? Cynisme? Que cette dame se renseigne sur les tarifs des maisons spécialisées: c'est en moyenne quatre à cinq fois plus! Libéralisme chimiquement pur. L'Etat ne prend rien en charge, et surtout pas la Sécurité sociale, fondée sur les cotisations employeurs et employés. En revanche, selon la théorie de Valérie Rosso-Debord, l'Etat doit contribuer à apporter aux assureurs et aux banquiers (la première bancassurance du pays est le Crédit Mutuel) le marché captif de l'obligation de s'assurer.

Il ne s'agit donc pas d'un cinquième risque social, mais la création par l'Etat d'une anti-Sécurité vieillesse, qui repose sur l'impôt (CSG, CSA) et sur l'assurance privée. Le raisonnement qui présiderait

à la création de ce risque privé vaudrait contre toute assurance sociale: dès le plus jeune âge, le bambin serait assuré par ses parents par des contrats privés, santé, prévoyance, etc.

Ils ont joué leur retraite en Bourse...

La dépendance à l'égard des banques, voilà ce qu'ils veulent créer. La crise est passée par là et permet de dresser un bilan.

Que vaut donc cette capitalisation? En 2009 paraît une note de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE*), dont la convention ratifiée par vingt pays organise le G20 à Toronto. Intitulée «Les systèmes de retraite face à la crise», elle fait état d'un désastre du krach de Wall Street en 2008.

Les premières lignes suffisent à résumer toute l'étude:

«Aucun pays, aucun régime de retraite n'est à l'abri des effets de la crise. Les fonds de pension ont vu la valeur de leurs investissements baisser de 23 % en 2008, soit quelque 5 400 milliards de dollars US. La production s'inscrit en repli et le chômage en hausse, mettant également à rude épreuve l'équilibre budgétaire des régimes de retraite publics.»

Et plus les portefeuilles de ces fonds de pension étaient garnis d'actions (plus de 50 %), plus dure fut la chute. C'est le cas des fonds d'Australie, du Canada, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Irlande. Aux USA, 45 % des 55-65 ans détenaient plus de 70 % de leurs actifs sous forme d'actions. En six mois, fin 2008-mi 2009, les fonds dédiés à la capitalisation ont accumulé un déficit de 33 milliards de dollars.

Concrètement, l'OCDE s'interroge:

« Les gouvernements doivent-ils sauver les comptes de retraite individuels comme ils l'ont fait pour les banques?»

Et de répondre :

« Un plan de sauvetage direct – visant à renflouer les comptes de retraite des salariés – pourrait s'avérer extrêmement onéreux et les finances publiques sont d'ores et déjà mises à rude épreuve... (...) et les effets de la crise et des plans de relance leur ont porté un coup supplémentaire...»

D'où ce conseil savant:

« (...) Les retraités ne doivent pas renoncer à investir une partie de leur épargne-retraite en actions. (...) La meilleure méthode pour les individus et les gouvernements est de panacher les sources de revenus au titre de la retraite. La diversité en la matière est le meilleur moyen pour offrir la sécurité aux personnes âgées. La crise actuelle souligne la pertinence de ce message. »

Aspirants retraités de tous les pays, diversifiez-vous! Voilà l'appel de l'OCDE.

Pendant ce temps, le système social se tenait bien. En 2007, un léger excédent en cumulant le régime général, l'Arrco et l'Agirc. Puis en 2008 un déficit de 6,9 milliards. Et 10 milliards pour l'année écoulée. D'où vient ce déficit? Non pas d'une envolée des dépenses, la part dans le PIB est stable (8,6%). Mais d'une baisse des recettes, due à la montée du chômage, aux exonérations accordées aux employeurs, à la précarité.

La seule perte sèche enregistrée par notre système social provient d'une désastreuse incursion du Fonds de réserve des retraites sur le marché boursier. Des milliards ont été perdus par des opérations désastreuses, dont la chute s'élevait à quelque 4 milliards en 2007.

Le reste, tout le reste, n'est que l'impact de la crise du système sur l'emploi.

La Bourse sans travail?

Fin juin 2010 paraissaient les indicateurs de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares, service de Christine Lagarde, ministre de l'Economie et de l'Emploi).

3 942 900 personnes étaient inscrites à Pôle Emploi en situation de recherche d'emploi. Soit 2 699 600 sans emploi, 1 243 300 exerçant une activité réduite, courte ou longue. En plus des 3 942 900 personnes, 595 600 sont

inscrites mais exonérées de recherche d'emploi. 4 538 500 en tout.

La situation est d'autant plus grave que, outre une augmentation constante, les plus touchés sont les 25-49 ans, et que l'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi est de 418 jours.

Fin mai, 1 552 000 personnes étaient classées chômeurs de longue durée, et la moitié d'entre elles n'ont plus d'emploi depuis un à deux ans. La hausse des demandeurs d'emploi concerne en particulier les plus de 50 ans.

Ces chiffres officiels, rapportés à l'allongement du temps de travail, donnent le vertige qui saisit les salariés: les voici qui se trouvent comme les esclaves qui font des briques avec de la boue et de la paille. Pharaon leur ordonne de produire le même nombre de briques, mais sans paille!

Travailler plus longtemps sans travail? Voilà l'équation impossible, qui accule même les plus sceptiques à la mobilisation.

JEAN GERSIN

(*) Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.



Résumé des mesures principales contenues dans les textes officiels

Relèvement de l'âge de la retraite

- 62 ans en 2018
- 67 ans pour une retraite à taux plein (à compter du 1^{er} juillet 2016, ajouter 4 mois jusqu'à 2019)
- Le flou est soigneusement entretenu entre l'âge allongé et l'âge du taux plein (65 ans actuellement vers 67 ans)

Le tableau ci-dessous, présenté par le gouvernement, montre la progression prévue.

Pénibilité

Voici ce que dit le gouvernement :

- « Le droit est accordé de manière individuelle. Le gouvernement refuse l'approche qui aurait consisté à fixer a priori une liste de métiers ou de classifications professionnelles réputés pénibles... »
- «Les salariés doivent être physiquement usés au moment du départ à la retraite...»
- « Concrètement, le droit au départ anticipé et avec une pension complète sera ouvert aux assurés justifiant d'un taux d'incapacité égal ou supérieur à 20 % ayant donné lieu à l'attribution d'une rente pour maladie professionnelle (ou pour accident du travail provoquant des troubles de même nature. »

Donc, pas de métiers pénibles, c'est une affaire individuelle jugée par la médecine du travail. La pénibilité passe d'un droit au départ en retraite au droit relatif aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

Public-privé

Le taux de cotisation vieillesse pour le privé est de 10,55%. Il est de 7,85% pour le public. Il sera désormais de 10,55% pour tous à l'horizon de 2020, ce qui fait payer aux fonctionnaires, dont des milliers d'emplois sont supprimés, cette réforme.

Surtout, dans le privé existe un «minimum contributif», c'est-à-dire l'obligation d'avoir cotisé un nombre minimum de trimestres. Ce qui ouvre droit à une pension minimale de 897 euros.

Dans le public, trimestres cotisés ou pas, à partir de 60 ans, la pension minimale garantie est de 1 076 euros.

Le public sera soumis également au minimum contributif.

Ce qui est d'autant plus brutal que la loi Fillon de 2003 avait, pour baisser les pensions, introduit la distinction majeure entre trimestres cotisés et trimestres validés.

Financement

Quelques mesures sur une hausse de la tranche d'imposition supérieure (de 40 à 41 ans) pour les revenus supérieurs à 69 783 euros, et des taxations légèrement augmentées sur les plus-values mobilières, les cessions immobilières et les revenus du patrimoine et du capital, l'annualisation du décompte des exonérations de cotisations des employeurs (en tout 4 milliards), cette réforme n'est pas financée.

En revanche:

Le fonds de réserve pour les retraites (actifs évalués à 33,3 milliards) va être asséché.

Puisque, dit le gouvernement, il est prévu une baisse du chômage (7,7 % en 2015 et 5,7 % en 2020 – il est à plus de 10 % aujourd'hui), le gouvernement veut récupérer les cotisations du régime d'assurance chômage vers la branche vieillesse.

Il s'agit d'un transfert : le gouvernement va assécher le régime d'assurance chômage, le fonds de réserve des retraites afin d'exonérer les banques, les assurances, le système financier, les fonds spéculateurs de la moindre taxation supplémentaire. La part du PIB va croissant s'agissant des subventions, aides et soutiens à la finance internationale.

Cela se passe au détriment du système social, dont la charge revient pour le gouvernement aux salariés.

Emploi des seniors

Il faut comparer ces données avec une autre, fondamentale : l'emploi des seniors.

Quand, dans une entreprise, le salarié apprend qu'il travaillera plus longtemps, c'est déjà un coup porté contre lui: il va rester de force au travail pendant que ses enfants resteront de force au chômage ou dans la précarité.

Mais parmi les 55-64 ans, seuls 38,9 % ont un emploi (chiffre officiel)! Cela veut dire que les autres sont soit dans un plan de licenciement, soit au chômage. Comment leur demander de travailler plus longtemps alors qu'ils ne travaillent pas? Pourtant, c'est ce que prétend faire cette «réforme».

Si le taux d'emploi des 50-54 ans est de 80,5%, il chute à 58,5% pour les 55-59 ans, et n'est plus qu'à 60-64 ans de 17,1%.

La seule mesure proposée sur l'emploi, c'est d'exonérer de cotisations l'employeur qui embaucherait un plus de 55 ans en CDI ou par un CDD d'au moins 6 mois.

Or les employeurs, vu le taux effroyable de chômage des plus de 55 ans, vont avoir à disposition une main-d'œuvre poussée à prendre n'importe quel travail à n'importe quel tarif!

Date de naissance	Age de départ avant la réforme	Date de départ avant la réforme	Décalage de l'âge de départ	Age de départ après la réforme	Date de départ après la réforme
1er juillet 1951	60 ans	1 ^{er} juillet 2011	4 mois	60 ans et 4 mois	1 ^{er} novembre 2011
1er janvier 1952	60 ans	1er janvier 2012	8 mois	60 ans et 8 mois	1 ^{er} septembre 2012
1er janvier 1953	60 ans	1er janvier 2013	1 an	61 ans	1 ^{er} janvier 2014
1er janvier 1954	60 ans	1er janvier 2014	1 an et 4 mois	61 ans et 4 mois	1 ^{er} mai 2015
1 ^{er} janvier 1955	60 ans	1er janvier 2015	1 an et 8 mois	61 ans et 8 mois	1 ^{er} septembre 2016
1er janvier 1956	60 ans	1er janvier 2016	2 ans	62 ans	1 ^{er} janvier 2018
Générations suivantes	60 a	ins	2 ans	60 ans et 4 mois	

REVOLUTION?

EMOCRATIE

Démocratie ou révolution?

Nous sommes à la croisée des chemins!

Jamais, depuis plus d'un demi-siècle, la situation économique et sociale de notre pays n'a exigé une refondation aussi générale et profonde. Partout s'affirme la loi du plus fortuné, du plus agressif et du plus dépravé. Partout, la souffrance de millions de chômeurs, de travailleurs précaires, de salariés appauvris et humiliés atteint son comble. Face à un tel abaissement, les journaux ayant pignon sur rue et les mass media audiovisuels font, au mieux, silence, ou vendent, au pire, un spectacle toujours plus factice, insensé et révoltant.

Face aux négociateurs de la Filpac CGT, les directions de ces mêmes journaux, radios et télévisions rompent unilatéralement le dialogue social, font sauter tous les cadres républicains du paritarisme, avec la bénédiction d'un Etat qui n'est plus qu'une machine de destruction de la société de progrès héritée de la Libération. La Filpac CGT adresse aujourd'hui, solennellement, une mise en garde à tous ces fossoyeurs de la démocratie. S'ils ne font pas place immédiatement à la participation authentique des salariés-citoyens pour la construction de leur avenir, il n'est pas besoin d'être devin pour pronostiquer une révolution d'une ampleur historique.

Sherry R. Arnstein distinguait, en 1969 déjà*, huit niveaux de participation citoyenne aux projets publics. Cette «échelle» de la participation est encore utilisée par des sociologues pour analyser la manière dont les pouvoirs informent, voire font participer les citoyens aux prises de décision.

Selon cette grille de lecture et d'évaluation de la démocratie, la «participation» authentique suppose un «pouvoir effectif des citoyens» qui s'exerce alors par:

- Contrôle citoyen: une communauté locale gère de manière autonome un équipement ou un quartier.
- Délégation de pouvoir: le pouvoir central délègue à la communauté locale le pouvoir de décider un programme et de le réaliser.

• Partenariat: la prise de décision se fait au travers d'une négociation entre les pouvoirs publics et les citoyens. Hors de ces trois dispositifs, la «participation» n'est pas effective, réelle; elle risque même, si elle est invoquée par le(s) pouvoir(s), d'être dégradée en simple communication, voire en manipulation.

Depuis, on le sait, le thème de la démocratie participative n'a cessé de passionner les historiens, sociologues et philosophes des deux rives de l'Atlantique. Nous savons aussi combien la « participation » est devenue un enjeu politique, parce qu'elle semble représenter, dans nos républiques découragées, la thérapie collective seule capable de ressusciter citoyenneté et démocratie assoupies, voire agonisantes selon certains.

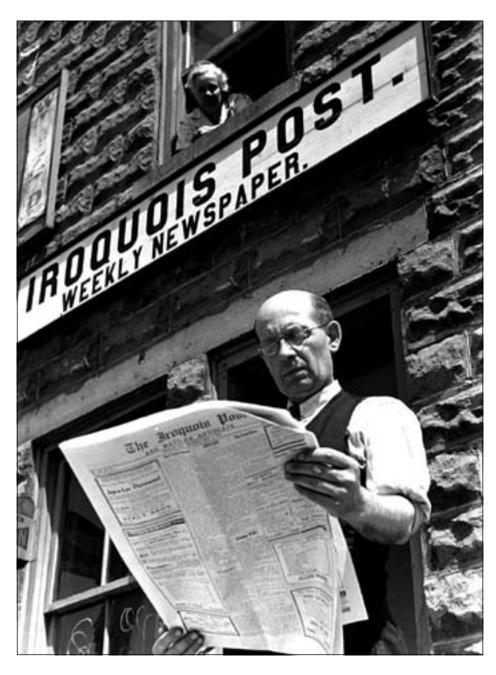
A ce propos, je livre à notre réflexion commune ces lignes de Pierre Mendès France: « Elle (la démocratie) est action continuelle du citoyen, non seulement sur les affaires de l'Etat, mais sur celles de la région, de la commune, de la coopérative, de l'association, de la profession. (...) Le mouvement, le progrès ne sont possibles que si une démocratie généralisée dans tout le corps social imprime à la vie collective une jeunesse constamment renouvelée. La démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps. » Ce texte bref est extrait de Pour une République moderne. Il date de 1962. Bientôt un demi-siècle plus tard, nous y mettrons-nous pour de vrai?

Nous sommes de celles et ceux qui partagent cette conviction que la « crise » profonde et à dimension multiple des temps actuels ne sera surmontée que par une refondation démocratique de la vie politique, mais aussi – et peut-être avant tout - du monde économique et social. Comment ne pas comprendre que la mélancolie générale, qui sape aujourd'hui presque définitivement la citoyenneté politique, s'explique par l'écrasement moral (management par le stress) et matériel (inégalités croissantes) des soi-disant citoyens par la subordination plus ou moins violente et la paupérisation qu'ils subissent quotidiennement.

J'ai en mémoire, presque dans l'oreille, ce discours extraordinaire prononcé par Jean Jaurès, à la Chambre de députés, le 21 novembre 1893: « Oui par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement; mais au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. »

Nous sommes aussi de celles et de ceux qui savent combien, en époque de troubles, de régression sociale brutale, le jeu des pouvoirs avec les valeurs morales universelles ou avec le besoin de participation à la construction d'une société de progrès génère la colère, et combien la manipulation des esprits est une provocation dangereuse du plus grand nombre, de celles et de ceux qui ont, comme les «rois » de Jaurès, une conscience, des besoins et des désirs, un espoir et qui ne tolèrent jamais très longtemps qu'on les réduise par force ou par ruse «à une sorte de servage»...

Nous revendiquons d'être, pour une bonne part, à l'origine du besoin de participation des salariés au projet de notre société. De même, nous apportons toujours (et nous continuerons infatigablement à le faire) le point de vue réel des salariés que nous représentons, en pratiquant un dialogue social intensif, en défendant la dignité de chaque personne, quel que soit son métier, quelle que soit sa position, en réfléchissant à nos situations et en éprouvant nos idées par la discussion ouverte.



En revanche, la Filpac CGT ne donnera jamais son assentiment à la moindre manipulation pseudo-participative. Nous le disons tranquillement, mais fermement.

Aujourd'hui, la Filpac CGT considère que les secteurs de l'information et de la communication se trouvent à une croisée des chemins fondamentale.

D'un côté, la voie obsolète du « populisme industriel », telle que dénoncée par le philosophe Bernard Stiegler, laquelle voie comprend toutes les dérives (économique, professionnelle, sociale, déontologique, psychologique) qui approfondissent sans cesse la crise. De l'autre, le choix d'une stratégie vertueuse: économie contributive, développement durable, participation

(véritable!), sens du travail, respect des œuvres (de l'esprit) et des auteurs, dialogue social authentique, sécurité sociale professionnelle, respect des droits et de la dignité des salariés, bien-être...

Que les directions de nos entreprises et groupes fassent le bon choix, et la Filpac CGT sera le partenaire social qu'elle entend toujours être. Qu'ils fassent le mauvais, et nous n'hésiterons pas à exercer de façon résistante notre liberté.

ANTOINE PEILLON

(*) Sherry R. Arnstein, "A Ladder of Citizen Participation", Journal of the American Institute of Planners, vol. 35, n° 4, juillet 1969, pp. 216-224.



Leader du Conseil, de l'Expertise et de l'Accompagnement des CE et CHSCT



- > Assistance dans le cadre légal
- > Diagnostic et conseil en matière économique, sociale et financière
- > Conseil, expertise et prévention pour la qualité de vie au travail



- > Expertise comptable au service de l'économie sociale
- > Budget des CE et activités socio-culturelles



- > Formation des élus
- > Assistance téléphonique au quotidien et information juridique
- > Audit des activités socio-culturelles



Les étincelles de Linselles (Nord) Rien de neuf en licenciant les anciens

Bruno Chauveau est le délégué syndical central du groupe SCA pour la CGT et aussi secrétaire du CCE. Il nous relate les principales phases de la lutte à l'usine de Linselles, depuis l'annonce de la décision de fermeture du site par la direction du groupe suédois SCA.

Le site de Linselles fait partie de la division hygiène du groupe suédois SCA avec deux sites de production qui sont Le Theil, spécialisé dans la production et transformation de papier toilettes et essuie-tout, et ensuite le site de Linselles qui, lui, est spécialisé dans la transformation de couches et protections d'incontinence lourde et, pour finir, le siège, qui se trouve à Roissy.

« Nettoyage industriel »

Le jeudi 25 mars 2010, SCA a annoncé sa volonté de fermer le site de Linselles, qui emploie 280 salariés, malgré les 40 millions d'euros d'investissement depuis 2005.

Cette décision n'a aucune cohérence économique et industrielle. Cette stratégie de désengagement de SCA des territoires français par une relocalisation d'une partie de la production en Suède, à des fins de patriotisme industriel, et de l'autre partie en Pologne, en raison de coûts de production, nous inquiète énormément.

La France est le troisième client du groupe au plan général, c'est un indicateur qui a un sens. Les usines françaises de SCA ont subi beaucoup de réorganisations et de fermetures. Aujourd'hui, avec la fermeture du site de Linselles, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase du dialogue social chez SCA.

La CGT a mobilisé l'ensemble des salariés du groupe SCA France afin de stopper cette casse de l'emploi industriel qui n'a de sens que le profit à court terme et l'amélioration du cours de l'action dans l'intérêt des actionnaires.

Cette logique financière au détriment de la logique industrielle va forcément entraîner des dégâts insurmontables sur l'emploi dans le groupe en France.

Grève et manifestation

Le lundi 26 avril, une manifestation a eu lieu dans les rues de Linselles, réunissant plus de 400 salariés pour la défense de l'emploi et la suspension de la fermeture de l'usine de cette commune.

Les 280 salariés du site de Linselles s'étaient mis en grève jusqu'au 1^{er} avril, pour « *mettre la pression sur le groupe* », notamment pour le maintien d'une activité industrielle, a déclaré Kader Chigri, secrétaire CGT du site.

Bernard Thibault est venu soutenir les salariés en lutte

Le mardi 18 mai, en visite à SCA, Bernard Thibault a encouragé les salariés à rester mobilisés et unis pour défendre leurs emplois.

Il y a un peu plus de six ans, le secrétaire général de la CGT était déjà venu à SCA Linselles. Le site comptait alors encore 412 salariés.

Après une visite des ateliers, la rencontre des délégués syndicaux, le secrétaire général du syndicat a tenu une assemblée générale avec les salariés du site. « Je suis là pour dénoncer la politique du groupe SCA qui remercie ses salariés en les jetant comme des Kleenex après leur avoir beaucoup demandé pour rester concurrentiels. Ici on voit l'approche d'un groupe qui n'est pas en péril financier mais veut juste des marges supplémentaires », a-t-il lancé.

Incohérences patronales et gouvernementales

Le secrétaire général de la CGT a rapidement fait le lien entre les suppressions d'emplois et le dossier des retraites. «Le gouvernement nous explique qu'il faut travailler de plus en plus longtemps et affirme vouloir faire de l'emploi des seniors une priorité et dans le même temps il continue à regarder fermer des usines comme celle de Linselles », a-t-il dénoncé. «Il n'y aura effectivement pas d'avenir au système par répartition, si on continue à avoir 15 % de chômage dans ce pays.»

Un drame humain en perspective

Avec près de 60 % de salariés âgés de plus de cinquante ans, l'usine SCA de Linselles est en effet un cas d'école. « J'ai passé trente-huit ans à travailler dans cette entreprise, j'ai cinquante-quatre ans. On me demande de travailler plus longtemps mais sans boulot, je vais faire comment? En plus je n'ai qu'un certificat d'études vu que j'ai commencé à travailler à seize ans », s'interroge Christine Martin, contrôleuse d'approvisionnement en hygiène bébé dans l'entreprise.

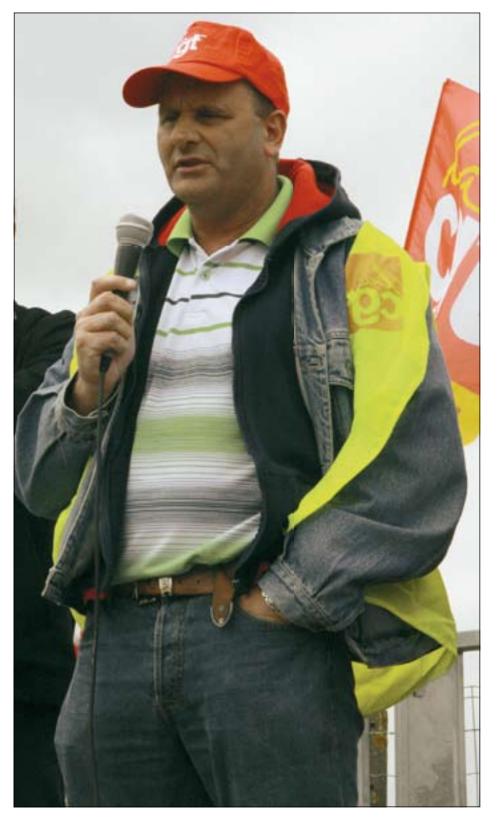
Plein les valises? Et après...

Le site de Linselles a une grosse structure syndicale d'environ 250 syndiqués et ils sont affiliés à la fédération du Textile Habillement Cuir alors que toutes les autres usines en France sont à la Filpac CGT, ce qui peut engendrer certaines incompréhensions, la Filpac CGT étant plus accrochée au maintien des emplois alors que, sur le site de Linselles, avec plus de 50 % des salariés qui ont plus de cinquante ans, on se focalise malheureusement sur la valise. C'est la raison pour laquelle Bruno Chauveau a été obligé de signer cet accord en tant que DSC du groupe, sous la pression du syndical local.

Pour sauver les emplois, les discussions se poursuivent

Aujourd'hui, la discussion continue avec le groupe afin de trouver des alternatives pour le maintien d'activités dans cette usine.

Le livre 2 est ouvert maintenant et le livre 1, qui est clairement inscrit dans l'accord de méthode signé par la CGT, syndicat ultramajoritaire dans le groupe SCA, devra être ouvert. Le cabinet Secafi a donné une alternative pour maintenir une activité sur le site



de Linselles avec déjà la possibilité de maintenir une centaine d'emplois et la CGT veut continuer à travailler sur une plate-forme logistique avec encore une trentaine de personnes.

Les salariés attendent maintenant, avec leur syndicat CGT, le retour du groupe sur ses alternatives, tout en sachant que le projet demande le transfert de 2 lignes de Falkenberg en Suède. Dans ce contexte pour le moins complexe et tendu, la Filpac CGT envisage de mettre en place à l'intérieur du groupe SCA France une charte revendicative entièrement dédiée au groupe SCA, afin de rendre cohérentes les stratégies de ses différents syndicats CGT.

YVON HUET ET BRUNO CHAUVEAU

LE CONT-RAIRE DE CHACUN POUR SOI

AG2R LA MONDIALE, vous propose des offres de protection sociale conçues conjointement avec vos représentants et adaptées à vos besoins.

- Vous bénéficiez de la sécurité d'un leader de la protection sociale
- Notre mode de gestion paritaire et mutualiste vous garantit la prise en compte de vos intérêts
- Notre gamme complète de produits et de services couvre tous vos besoins en matière de prévoyance, de santé, de retraite, d'épargne, de dépendance et de services à la personne
- Nos 7000 collaborateurs partout en France vous accompagnent au quotidien

Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS Direction des Accords Collectifs

01 76 60 85 32 dac-interpro@ag2rlamondiale.fr





Presse quotidienne nationale

Pourquoi cette grande braderie de la presse?

A vendre, à prendre... à rendre! Alain Weill se débarrasse de *la Tribune* acquise avec les fonds de LVMH. *Le Monde* est au centre d'une vaste opération drivée depuis l'Elysée. *Le Parisien* et *Aujourd'hui en France* s'offrent à la vente par jet de l'éponge de la famille Amaury. Une braderie!

Jusqu'à la nausée, ces messieurs les éditeurs nous ont chanté le grand air de la crise de la presse. Tu parles! Si elle était à l'article de la mort, pourquoi alors tant de géants de l'industrie et la finance, Bolloré, Lagardère, Crédit Mutuel, Rothschild, LVMH, Dassault, Orange y investiraient tant d'argent?

Qu'on ne nous parle pas de la révolution numérique. La braderie en cours n'a que peu de chose à voir avec ça. La lame de fond qui secoue la presse quotidienne n'est que la manifestation d'un phénomène d'une rare ampleur, la prise de pouvoir par le marché sur l'information, quel que soit le support, papier et numérique.

L'échec des éditeurs est total. Pendant des années, ils ont couru après la publicité et les subventions d'Etat pour payer les charrettes de départs des salariés. Essoufflés par cette cavalcade sans fin qui ne réglait rien, les éditeurs se sont ouverts aux aspirateurs à pub que sont les gratuits d'information générale. Etrillés par cette concurrence organisée par leurs soins, ils ont alors offert les journaux, gratuitement, sur le Net.

Parallèlement à cette descente aux enfers, les éditeurs entreprenaient, en lieu et place du service au lecteur, une opération de destruction systématique du cadre de la Libération qui mettait la presse «à l'abri des forces de l'argent». Ultime mine posée sur le système, la destruction en cours de la distribution solidaire par le contournement de la loi Bichet et la mise en coupe réglée de Presstalis ex-NMPP.

Comment s'étonner que l'heure des grands prédateurs arrive. Dégoûtés d'eux-mêmes, les éditeurs demandent asile politique au grand projet élyséen, la création d'un ou deux champions nationaux multimédias. Dès lors, toutes les opérations de vente convergent vers ce but, déblayer le terrain d'atterrissage aux Bolloré et autres investisseurs à côté desquels nos éditeurs ont des allures d'épiciers de sous-préfecture.

Nos éditeurs traditionnels ont éteint les lumières de la presse pour dire plus aisément qu'elle entre dans la nuit. En fait, elle est livrée à quelques grands noms du monde du marché, de telle manière que leur domination soit complète. L'information y sera plus commodément traitée, non par-dessus le marché mais dans le marché.

L'entreprise est limpide: le retrait d'Amaury, la prise de contrôle du *Monde*, la dématérialisation de *la Tribune*, la fin de la distribution solidaire, c'est l'application d'un slogan: «Rendez-nous les clés». Les clés du marché, vaste champ de tir où ne survivent que les plus richement dotés en capitaux. Et l'emploi, dans tout ça?

Ainsi se dessine un paysage d'après Waterloo. L'illusion de la gratuité entretient le mythe de l'accès libre à l'information. Cet effet d'optique est obtenu par les gratuits et par l'accès à Internet. Le décor mis en place sert à masquer la prise de contrôle des principaux médias par quelques capitalistes qui produiront de l'information à leur propre gloire. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. D'autant que la loi Hadopi a fait litière du droit d'auteur.

Les éditeurs abdiquent, pas la CGT! Le drapeau de l'information est plus que jamais le nôtre. ★

POURQUOI CETTE 6

RAND

impac – juin-juillet-août 2010

Le Monde capitaliste

« Notre combat pour protéger l'information et défendre l'indépendance ne fait que commencer »

Endetté et à bout de souffle, le groupe Le Monde est depuis ces derniers mois à la recherche de capitaux frais et d'investisseurs pour assurer son avenir. L'actuel processus de recapitalisation et ses nombreux rebondissements montrent que le quotidien du soir est au cœur d'enjeux stratégiques, politiques et financiers. Décryptage avec Romain Altmann, responsable Filpac CGT du groupe Le Monde et responsable de la section syndicale Info'Com-CGT du quotidien.



Peut-on dire que le sort du journal et du groupe Le Monde est au centre des changements majeurs de la presse nationale?

Clairement oui. Rappelons des faits récents: en janvier 2009, le chef de l'Etat lançait les états généraux de la presse avec l'objectif officiel de réformer en profondeur le paysage et l'économie structurelle des publications, et particulièrement de la presse quotidienne nationale payante. Dans ce paysage médiatique français, le titre le Monde a toujours été identifié comme un journal différent de ses confrères, occupant une place particulière. Il s'est construit une audience, un lectorat sur la base d'une information de qualité, vérifiée, recoupée, dite de référence. Il a fait – et fait toujours – l'objet d'une

attention de «grands» ou la convoitise de géants des médias, de la communication ou de la finance. L'actuel processus de recapitalisation en est le témoin.

Il ne faut pas s'y tromper, le Monde n'échappe pas à une logique souhaitée et affirmée par le président de la République à l'époque: construire quelques mastodontes de l'information au plan national, voire international dans la course effrénée à la mondialisation libérale.

Cette volonté présidentielle – contestée lors des états généraux par les acteurs sociaux du secteur (syndicats, personnalités et certains éditeurs) – voit cependant le jour, petit à petit, avec le concours plus ou moins avoué des patrons de presse, de gens « bien-pensants », de réseaux, de

lobbys ou d'industriels acquis à la défense d'une cause politique.

Cet objectif se double d'un comportement scandaleux du président qui n'hésite pas à intervenir dans l'actuel processus de recapitalisation, faisant savoir ses préférences, menaçant à demi-mot Eric Fottorino d'entraves dans les aides publiques dédiées à la modernisation de l'imprimerie du Monde. Cet excès d'autoritarisme ou de contrôle persistant des médias en vue de servir sa cause politique sont des faits rarement vus pour un président de la République depuis ces dernières décennies. Cette attitude nous interpelle tous. Elle ne peut laisser indifférents les acteurs de la presse, des syndicalistes aux défenseurs du pluralisme ou de la liberté d'expression, de l'expression de la différence ou défendant une information non alignée sur la pensée unique.

L'information est bel et bien menacée. Au-delà des pressions de politiques, nous observons chaque jour des mauvais coups portés par des groupes financiers, industriels voulant servir leurs intérêts. Mais l'information souffre aussi de « business plan » au sein même des entreprises de presse qui ne donnent pas les moyens aux rédactions de faire correctement leur travail, de couvrir tout le champ d'une actualité toujours plus complexe à décrypter. L'information souffre, elle se standardise et s'uniformise.

Pourtant, la presse reste un élément structurant du débat démocratique dans notre pays. Il ne suffit plus de la

Un vote massif pour l'offre Pigasse-Bergé-Niel

La Société des rédacteurs du Monde, qui compte 360 journalistes, actuels ou retraités, s'est prononcée à l'issue de son AG à 90,84 % des voix en faveur de l'offre Bergé-Pigasse-Niel. L'offre Perdriel-Prisa-Orange a reçu 5,31 % des voix.

La Société des cadres a voté à 94,9 % pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel. La Société des employés a voté de même à 100 %.

La Société des personnels du *Monde* interactif (SDPMIA, filiale du *Monde* qui édite Lemonde.fr et Lepost) a voté pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel à 82,5 %.

La Société civile des personnels de *la Vie catholique* (SCPVC), regroupant les

salariés de *Télérama* et de Malesherbes Publications (*la Vie, Prier* et *le Monde des religions*) a choisi l'offre Bergé-Niel-Pigasse à 92,66 %. Ceux de *Courrier international* ont fait de même à 80 %.

La Société des lecteurs du *Monde*, qui regroupe les lecteurs ayant souscrit des actions du *Monde*, a voté pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel à 85 %.

L'Association Hubert Beuve-Méry, présidée par Monique Dagnaud, qui représente 8,7% du capital du groupe, est la seule à avoir voté pour l'offre Perdriel-Prisa-Orange.

défendre ou de la faire vivre en fonction des aléas économiques. Il s'agit de l'aider, en construisant un nouveau modèle économique et social lui permettant de se développer dans un cadre démocratique et social pouvant garantir des droits collectifs et spécifiques pour l'ensemble des salariés réalisant ces publications.

Le Monde n'a pas échappé aux longues années de crise ni aux mutations structurelles ou technologiques du secteur, au même titre que les autres quotidiens. C'est dans ce paysage que notre combat pour défendre notre bien commun, l'information, rejoint celui de centaines d'autres salariés, de journalistes et de syndicalistes. Mais nous ne pouvons pas mener seuls ce combat. L'expérience actuelle du *Monde* n'est-elle pas l'occasion pour les syndicalistes de lancer la bataille de l'information en rassemblant les journalistes mais aussi les salariés intervenant et réalisant les supports d'expressions, des personnalités, des associations, des citoyens? Info'Com-CGT lance le débat d'une nécessaire campagne nationale, s'appuyant sur le vécu des salariés dans les entreprises pour dénoncer cette berlusconisation médiatique du président de la République.

Un rappel des principaux épisodes qui conduisent à la recapitalisation en cours n'est pas inutile...

C'est un processus – et un débat – récurrent pour le groupe Le Monde: un journal indépendant des pouvoirs politiques, économiques, religieux, développant une information de qualité, peut-il être économiquement viable et vivre seul parmi d'autres? Peut-il vivre et avoir un rayonnement national, de premier

plan, en étant isolé, sans être adossé à un groupe? Pour la CGT, non.

L'économie du secteur a fortement évolué depuis la «redistribution des cartes» au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Et si *le Monde* a réussi jusqu'à maintenant à maintenir une place prépondérante dans la presse payante, c'est aussi parce qu'il a su construire des « digues », des garde-fous permettant d'être à l'abri d'investisseurs acquis à la seule loi du marché. Pour nous, il n'est pas contradictoire de construire l'indépendance dans un groupe de presse ou de médias. C'est avant tout une affaire de droits que les journalistes - et plus généralement les salariés - doivent obtenir au sein de ladite société en s'investissant dans le débat, en garantissant une liberté d'expression sans être censurés, en faisant valoir des règles déontologiques, le tout à l'abri des pressions, quelles qu'elles soient, y compris de leur propre direction.

Quand Eric Fottorino annonce la fin du pouvoir exercé par les sociétés de journalistes et de salariés du «Monde», de quoi parle-t-il, et pourquoi cette fin est-elle inéluctable?

Le Monde a régulièrement procédé à des recapitalisations en essayant de préserver à chaque fois, aux droits des journalistes, une place prépondérante. Cependant, l'actuelle recapitalisation atteste officiellement la fin d'une réalité historique: les journalistes, qui étaient les principaux actionnaires jusqu'à aujourd'hui, doivent laisser la place à de nouveaux investisseurs bien plus fortunés. Ceux-ci sont en passe de prendre le pouvoir économique du groupe et du journal.

Al'issue du processus de recapitalisation, de nombreux droits seront maintenus - dont celui de nommer le directeur de la publication. Cela étant, il n'en demeure pas moins que les prérogatives liées à la gestion exercées par les sociétés de personnels seront moindres, puisqu'elles seront minoritaires. C'est la fin d'une ère, certes. Mais cela doit-il signifier que c'est la fin de notre indépendance? Pour nous, syndicalistes, non. Notre combat pour protéger l'information et défendre l'indépendance ne fait que commencer. L'indépendance éditoriale, au-delà du fait qu'elle sera sanctuarisée dans une charte et dans les statuts du groupe - d'après l'offre retenue par les votes de sociétés de personnel (voir encadré) -, reste notre étoile polaire et il dépend de chacun d'entre nous de la défendre, même face à son employeur.

Ces changements profonds dans la gouvernance du groupe et nos droits historiques appellent, selon nous, à une redéfinition de la place et du rôle des journalistes vis-àvis de leur employeur ou des actionnaires. Sur de nombreux sujets, la direction du Monde leurre la rédaction, ne respecte pas la législation, tire vers le bas les rémunérations des salariés, accroît la précarité, ne respecte pas l'égalité hommes-femmes... Nous le dénonçons régulièrement dans l'entreprise. Il faut y mettre fin et revenir à des pratiques sociales plus justes, à l'image de la marque Le Monde: de qualité, de référence, défendant une éthique morale et professionnelle.

Avez-vous une position sur l'identité du bailleur de fonds? Quelles sont les revendications portées par vous s'agissant de l'indépendance de l'information, de l'emploi, des moyens techniques de l'indépendance (impression, distribution)?

On disait le Monde mort ou à l'agonie... le moins que l'on puisse dire – et au regard des faits de ces dernières semaines –, tout démontre le contraire. De rebondissements en multiplication des offres, de stratégies différentes en intrusion du président de la République tentant d'intervenir sur l'avenir même du titre, le Monde est en fait au cœur d'une bataille politique, économique et surtout idéologique. Cette marque appréciée et reconnue fait des envieux et les «candidats repreneurs» sont prêts à débourser des sommes colossales pour en prendre le contrôle.



L'offre de MM. Bergé-Pigasse-Niel (voir leur identité ci-contre), qui mettent sur la table leurs deniers personnels pour un total de 110 millions d'euros, a séduit les différentes sociétés de personnels du groupe (voir encadré ci-dessous). Les semaines à venir vont permettre d'en savoir plus sur leurs véritables intentions. Pour le moment, les nouveaux investisseurs, à l'issue des votes, ont affirmé vouloir « permettre au groupe Le Monde de se développer durablement en conjuguant efficacité et indépendance »; renoncer à la mise en œuvre d'un plan social; maintenir les garanties sociales existantes; étudier l'avenir de l'imprimerie. Dont acte!

Pour sa part, Info'Com-CGT défend le principe de construire pour *le Monde* et les publications du groupe une indépendance éditoriale mais aussi une indépendance industrielle, commerciale/publicitaire, administrative... Nous pensons en effet que l'indépendance et l'exigence de qualité doivent être une philosophie générale du groupe, et pas seulement sur les questions éditoriales.

Nous devons avoir notre autonomie sur toutes ces activités pour ne pas dépendre d'un tiers ou d'autres groupes. Mais dire cela ne veut pas dire, pour nous, que le groupe possède 100 % du capital de ces secteurs. Ce serait utopiste dans une situation où nous sommes fortement endettés. C'est le cas notamment de l'imprimerie pour laquelle nous défendons au sein de l'Inter-CGT (regroupant SIP-CGT, SPPS-CGT, le SDC-CGT et Info'Com-CGT) un plan de modernisation en ouvrant le capital social

à un investisseur extérieur en capacité d'assurer la pérennité des activités, des emplois et des droits. Le tout étant que *le Monde* reste un actionnaire permettant d'assurer cette pérennité de l'activité et l'impression du journal et de ses suppléments.

Un front syndical uni est-il possible?

Comme toutes questions auxquelles le syndicalisme est confronté, l'unité reste le meilleur antidote pour négocier des réformes sociales nécessaires ou pour contrer certaines réformes négatives. L'avenir proche nous dira si les syndicats sont capables de répondre aux attentes des salariés par leur activité ou leurs propositions.

Pour sa part, Info'Com-CGT n'a pas voulu être spectateur du processus de recapitalisation. Fort de ce que nous avions fait en 2007 (en rédigeant un comparatif des projets des personnalités qui se présentaient au poste de président du directoire), nous avons cette fois pris l'initiative de diffuser aux salariés du groupe les offres des repreneurs (ellesmêmes révélées par le site d'information Médiapart).

De nombreux collègues ont salué notre initiative permettant une transparence qu'aucun autre acteur ne s'était risqué à faire. Un acte salutaire car, pour nous, il n'y a rien de plus méprisant que de cacher aux salariés – par ailleurs actionnaires – l'ensemble des documents, alors qu'ils sont amenés à prendre des décisions vitales pour leur avenir. Cette interview est d'ailleurs l'occasion pour moi de dire qu'il serait intéressant que la CGT s'intéresse davantage au rôle et à la place que nous occupons en tant que salariés actionnaires. Les syndicalistes sont-ils voués à rester muets lors d'assemblées d'actionnaires au prétexte que ce serait contradictoire avec notre place ou notre statut de salarié? Il existe, à mon sens, matière à réflexion sur ce point.

Les retours lorsque nous nous exprimons nous renforcent dans l'idée de développer une logique solidaire et convergente entre les salariés plutôt que de les séparer dans des structures (syndicales, associatives...) différentes. Dire cela nécessite de notre part d'être en capacité de répondre aux attentes – et elles sont nombreuses et de nature différente selon les entreprises du groupe, des statuts de personnel... – de tous. Cet objectif est vital, si l'on veut vraiment peser sur les choix des directions et arrêter de subir sans avoir d'autres choix que d'accepter... des fois l'inacceptable ou l'impensable.

En savoir plus : L'offre complète du trio Pigasse-Bergé-Niel est à retrouver sur le site Internet lemonde-infocomcgt.fr.

Identité des repreneurs

Matthieu Pigasse, né en 1968 à Clichy (Hauts-de-Seine), est un homme d'affaires français, ancien administrateur civil du ministère de l'Économie et des Finances. Codirecteur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, il est également propriétaire et président du magazine les Inrockuptibles.

Pierre Bergé est un entrepreneur en confection de luxe et un mécène français, né le 14 novembre 1930 à Arceau, sur l'île d'Oléron. Très proche d'Yves Saint Laurent, qu'il aide à fonder la maison de couture du même nom. Il soutient la candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle française de 2007. Militant de la cause homosexuelle et de la lutte contre le sida, il co-fonde l'association Sidaction dont il est aujourd'hui président. Il est également propriétaire du magazine *Têtu*.

Xavier Niel est un dirigeant d'entreprise français, né le 25 août 1967. Il est viceprésident et directeur de la stratégie d'Iliad, groupe de télécommunications français, maison mère du fournisseur d'accès internet Free.

La Tribune? Weill décampe...

Bernard Arnault annonce en juin 2006 qu'il souhaite se séparer du numéro deux de la presse économique et financière, *la Tribune*, pour acquérir le numéro un à prix d'or, *les Echos*. Il s'agit là d'un des premiers soubresauts que va connaître la presse française.

Le repreneur, Alain Weill, pour lequel «l'information est un produit marketing comme un autre », est bien connu dans le monde des médias. Propriétaire de RMC, qu'il réorganise en réduisant de façon draconienne les emplois. Propriétaire depuis 2007 du groupe Tests, presse informatique et sites internet, il applique les mêmes méthodes et met en place quelques mois après son arrivée un plan de départs de près de 150 salariés. Cela ne suffit pas. En 2009, il réaménage les rédactions et lance un nouveau plan de départs. Dans la foulée, il rachète Volnay Publication France, qui éditait SVM, SVM Mac et PC Expert, et deux des trois disparaîtront rapidement des kiosques. Tous les titres sont intégrés dans une rédaction unique print et web, et là aussi avec des départs contraints ou non. Dans toutes les sociétés du groupe, les conditions de travail sont dénoncées.

Les pourboires de LVMH

Ces deux années, Alain Weill gère les fonds laissés par Bernard Arnault dans la Tribune. Soit plus de 50 millions d'euros. Dès la prise de contrôle du titre la nouvelle direction explique que tous les frais doivent être réduits. En deux ans, la masse salariale est ainsi réduite de plus de 2 millions d'euros, donnée significative pour imaginer les conditions de travail des employés, journalistes et cadres de l'entreprise.

Mais cette politique ne s'applique pas pour tous, ainsi Alain Weill boursicote avec l'argent laissé pour « pérenniser » le titre en investissant sur... NextRadioTV, son propre groupe, un mélange des genres digne de républiques bananières.

Dans ce groupe plurimédia, les synergies doivent être la règle. Un journaliste de *la Tribune* doit participer à la rédaction de son titre, mais aussi contribuer à l'alimentation des autres rédactions. Un article pour la Tribune papier, un autre pour le site web du titre, une contribution pour RFM et, pourquoi pas, une participation à un débat sur les antennes radio ou télé du groupe. La direction de NextRadioTV veut des journalistes multisupports pour vendre un contenu unique sans odeur et sans saveur, pour arriver à déverser une information unique. Nicolas Sarkozy en a rêvé, Alain Weill l'a fait. D'autres ont essayé mais il est le seul à l'avoir réussi. Une information «low-cost» pour les masses, voilà qui est fait, le contrôle de l'information par les amis du président.

Indépendance?

Groupe indépendant, voilà ce que l'on entendait lors du rachat de *la Tribune* pour qualifier NextRadioTV. Mais lorsqu'on sait que Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée, a décoré personnellement Alain Weill de la Légion d'honneur, et que son épouse Isabelle est présente sur la liste d'André Santini pour les élections régionales, le doute est permis.

L'indépendance de la presse en prend un sacré coup. Quel crédit peut-on apporter aux informations émanant de supports d'informations lorsqu'on sait les liens qui les unissent au pouvoir? La fuite du lectorat vient aussi des signes qu'adresse le pouvoir à la population. Tous nos chers éditorialistes nous répètent à l'envi qu'ils ne sont pas à la botte des gouvernants, qu'ils sont et resteront indépendants, mais tous les syndicats de journalistes affirment le contraire et revendiquent des chartes qui leur apportent l'indépendance.

Le portage? A l'aide...

Alain Weill a affirmé il y a quelques mois: « Depuis vingt ans la presse dit

qu'elle va mal, elle subit, demande des aides », repoussant avec force toute aide de l'Etat. A l'issue des états généraux de la presse, l'Etat crée un fonds destiné au développement des services presse en ligne et accorde 20 millions d'euros pour l'année 2009, 60 millions sur trois ans pour l'ensemble des sites d'information, ceux des journaux papier également. Les titres de M. Weill en profitent, bien évidemment.

Ces mêmes états généraux créent une aide directe de l'Etat au portage des journaux à domicile, qui passe de 8 millions à 70 millions. La direction de *la Tribune* rachète immédiatement la société de portage unique du titre en grandes difficultés financières afin de bénéficier de fonds de l'Etat. L'indépendance de la presse passe par une aide importante de l'Etat, Alain Weill ne déroge pas à la règle, malgré tout ce qu'il a pu dire.

La Tribune en apesanteur!

Alain Weill, après deux ans à la direction du quotidien la Tribune, a décidé d'en céder 80 % à l'actuelle directrice générale, Valérie Decamp, sans autre forme de procès pour un euro symbolique. A elle de trouver un actionnaire qui pourrait renflouer le titre. Les fonds restants après ces quelques mois de gestion Weill sont de 10 millions d'euros, soit quelques mois de survie pour un titre en difficulté. Que se passera-t-il si aucun financier philanthrope n'est intéressé? Lagardère, Bolloré, Dassault, Arnault et tous les autres sont déjà bien occupés à mettre les entreprises de la presse à mal ainsi que leurs salariés. Que deviendront les salariés du siège éditorial, les salariés assurant sa réalisation, son impression, sa distribution? Peu importe, les salariés sont la portion congrue dans ce schéma, l'élément négligeable des grandes manœuvres que connaît la presse.

Groupe Amaury

Retraite chapeau du dernier des Mohicans

En annonçant la mise en place d'une réflexion visant à recentrer l'activité du groupe dans des secteurs plus porteurs en matière de rentabilité et un adossement partiel des titres *Aujourd'hui en France* et *le Parisien*, la famille Amaury informe discrètement de son retrait du monde de la presse.

Comment ne pas comprendre dans la stratégie avancée d'une séparation entre l'information et le sport que les héritiers d'Emilien Amaury préparent la valorisation du pôle sportif pour mieux le céder à Arnaud Lagardère, qui, depuis de nombreuses années, ne cache pas ses intentions de faire main basse sur les actifs sportifs du groupe Amaury?

Si tu ne viens pas à Lagardère... on ira chez Bolloré!

Une fois délesté des deux autres titres, la voie est ouverte pour cette opération de renforcement de Lagardère Unlimited.

Naturellement se pose la question de l'adossement des journaux d'information pour une cession complète à terme. Quel groupe, dans une situation de crise

de la presse et de recherche d'un nouveau modèle économique entre le web et le print, aurait l'envie, la folie disent certains, mais surtout l'argent, pour investir des sommes pharaoniques dans les médias?

Sans le dire, nombreux sont ceux qui sentent planer le spectre de Vincent Bolloré (correspondance de la presse du 11 juin 2010) qui, depuis quelques années, confirme son appétit débordant pour les médias. Après la création de la chaîne de télé Direct 8, la création des quotidiens gratuits Direct Matin Plus, coédités par le Monde, Direct Soir, son entrée dans le conseil d'administration de Havas Médias, les multiples partenaires du réseau Ville Plus en province, le rachat de télévisions locales à Nice et celui de la chaîne Virgin. Comment imaginer qu'il s'arrêtera en si bon chemin? Il rappelle son intention de créer un quotidien payant d'après-midi en septembre, dont le contenu serait politique et adressé à un lectorat plutôt avisé. D'aucuns prétendent qu'il aurait même vocation à soutenir la campagne de Nicolas Sarkozy d'ici à 2012.

Halte, contrôle!

Cette stratégie valide une volonté de contrôler deux formes d'information: l'une porteuse d'une idéologique clairement affichée qui pourrait être publiée de façon numérique ou payante pour le papier; l'autre porteuse de la même idéologie mais dissimulée dans une information brute sans analyse, qui laisserait croire au lecteur que la démocratie demeure puisqu'il aura de l'information, cette forme-ci se rapprocherait plus de la propagande et serait adressée à la majorité des Français qui chaque









jour prennent leurs journaux gratuits dans les transports.

En résumé, de l'information de qualité pour les sachants aisés et du renseignement de base pour la France d'en bas.

Cette conception n'est évidemment pas réservée au groupe Bolloré s'il était candidat à la reprise mais correspond à une logique qui s'appliquerait à n'importe quel autre groupe de presse, qu'il soit national, régional ou gratuit.

Et les salariés, là-dedans?

En cédant son groupe, c'est le combat du pluralisme et de la démocratie qu'abandonne la famille Amaury pour laisser place à une nouvelle forme de presse déjà en route vers la mise en place d'une uniformisation de l'information au profit de l'idéologie dominante mondiale.

Ce ne sont pas les seules choses que le groupe Amaury laisse derrière lui.

Il laisse derrière lui des centaines de salariés qui risquent de payer l'addition d'une réorganisation totale de l'édition à la distribution en passant par l'impression, car il est fort à parier que l'explosion du groupe et la séparation des activités justifieront un redimensionnement des différents secteurs, quels que soient le ou les repreneurs.

Ce brusque retrait en bon ordre, s'il s'agissait de cela, aurait des conséquences qui dépassent le seul périmètre du groupe et pèserait sur l'ensemble des salariés de la presse. En effet, en novembre 2004, un accord de modernisation des imprimeries de la presse quotidienne nationale était conclu entre la CGT et le syndicat patronal de la presse quotidienne nationale pour « permettre à la presse de faire face aux nouvelles concurrences, à l'érosion du lectorat, à la chute des recettes publicitaires et d'assurer l'avenir et le développement indispensable des sites d'impression de la presse quotidienne nationale».

Cet accord partiellement appliqué dans les imprimeries de la presse parisienne engendrait des suppressions d'emplois tenant compte de la refonte totale des organisations et des modernisations en cours. Visant à limiter les dégâts sociaux, il définissait entre autres la mise en œuvre d'un dispositif de reclassement dans les sièges éditoriaux et dans les centres d'impression en province après une formation financée en partie par les fonds publics et les entreprises. Là encore, une restructuration décidée par un nouvel opérateur des imprimeries de Paris et de province risquerait de rendre impossible toute mutation et, par voie de conséquence, pourrait remettre en cause le fond même de l'accord social.

Les représentants du groupe Amaury doivent assumer leurs responsabilités et ne peuvent en aucun cas faire supporter à la profession tout entière le poids de son désengagement. Ainsi, quels que soient le ou les repreneurs, ils doivent garantir le respect:

- de l'indépendance éditoriale, par la rédaction d'une charte qui définirait également les conditions de vérification de l'information,
- des accords d'organisation et dans les différents services,
- de la bonne application des engagements pris au plan national,
- du maintien des entreprises et des emplois relevant du groupe
- du maintien des garanties collectives des salariés du groupe.

La bataille de l'information

L'empire est en construction. Doivent naître un ou deux « champions nationaux » multimédias. Comme rien ne garantit par avance le succès de l'entreprise, une idéologie puissante a été mise en place. La campagne de démoralisation en fait partie : « La presse imprimée, c'est fini, fichu, classé. La preuve, les Américains. » Tant de magazines, tant de livres imprimés sont lus en France qu'elle est championne du monde en la matière. Qu'importe aux docteurs ès communication patronale.

La société libérale a un besoin frénétique d'informations contrôlées et formatées à sa propre gloire. Masquer les méfaits de la mondialisation libérale, les dégâts sociaux de la préférence donnée à la finance, le développement des inégalités, voilà l'objectif quotidien.

D'où l'obsession présidentielle du contrôle: nomination des directeurs de chaînes de radio et de télé publiques, contenus éditoriaux des journaux appartenant aux amis du président, intervention dans les opérations de rachat et de vente des organes d'information. «Je suis partout», tel est son mot d'ordre. Ce qui se traduit par «Je veux rester en 2012, et au-delà».

L'illusion de la gratuité

S'est mise en place une illusion démocratique, la gratuité. A disposition des usagers des transports en commun, les «gratuits», ces journaux payés par la seule publicité, offrent une information douceâtre et légère, à défaut d'être heureuse. La cible? Les jeunes, objets de toutes les sollicitudes publicitaires. Des millions d'exemplaires de ces imprimés sont lus chaque jour, répandant une information insidieuse, mais réputée gratuite. Il n'y a qu'à se baisser pour la ramasser. Et payer sur les produits achetés la publicité des... gratuits.

La gratuité revêt un autre aspect sur le Net. Par les réseaux sociaux, les blogs, les sites, la téléphonie, ne dispose-t-on pas d'un outil démocratique, hors de tout contrôle, à disposition de qui peut s'acheter un ordinateur et un abonnement à Internet? Comment ne pas voir qu'à un autre endroit du réseau mondial,

Google, Apple, Getty tissent leur toile, reproduisant dans le monde virtuel la grande bagarre de la démocratie contre les empires?

Propositions pour aujourd'hui et demain

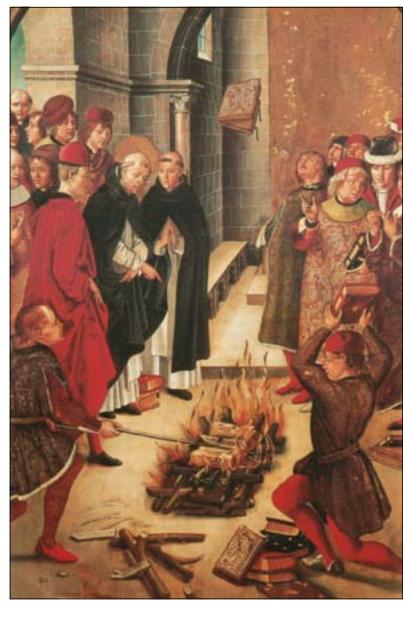
Le modèle démocratique de l'information est menacé. Menons en semble la bataille de l'information libre, pluraliste, indépendante de l'Etat, des banquiers et des industriels.

L'information doit être défendue contre sa réduction à une donnée banale au service d'un marché au-dessus des lois.

Le facteur humain doit être mis au centre des entreprises d'information. Le lien entre personnels qualifiés et information de qualité est à reconstruire.

Dans toute opération de vente, de fusion, de concentration, l'emploi doit être protégé, pérennisé.

Dans l'entreprise d'information, tous les salariés doivent être traités à égalité. La concurrence entre hommes et femmes, précaires et CDI, jeunes et vieux, doit se heurter à la solidarité et l'action collective.



PQR PQD

Préparons-nous à la tempête

Nos éditeurs de presse quotidienne régionale et départementale sont semblables aux concepteurs de la ligne Maginot, imaginée en 1929 au cœur du krach de Wall Street. Conception dépassée d'une guerre antique, l'état-major de la PQR a fait semblant d'exister pour mieux offrir aux groupes la possibilité de son contournement. C'est fait.

Le nouveau monde de la PQR n'est pas neuf, il est même éculé, son point de ralliement n'est pas l'information mais le marché.

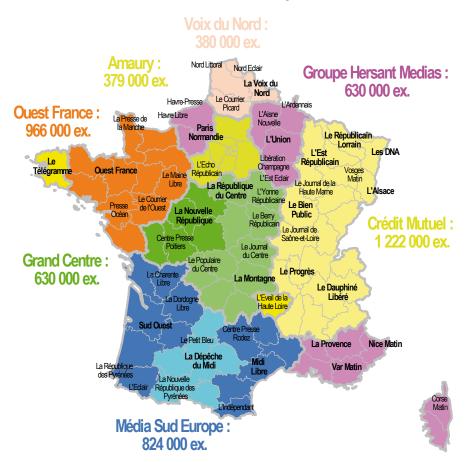
Car nos éditeurs de PQR n'ont pensé qu'au marché, réduit à leur arrière-boutique. Comment s'étonner que les maîtres du marché, les banquiers, les financiers l'emportent sur ces boutiquiers de la presse? Obsédés par les suppressions d'emplois et le marché de la publicité, en situation de monopole sur les cantons et les départements, les éditeurs de PQR sont devenus à la fois les hommes du passé et du passif.

Ils ont oublié une évidence : les nouveaux prédateurs, Crédit Mutuel, Bolloré, les considèrent également comme désuets, obsolètes, périmés.

Aucune mesquinerie n'a été épargnée à la presse : assoiffés de subventions pour financer les suppressions d'emplois par l'Etat, les éditeurs ont nié au cœur même du PMS la formation professionnelle, les nouvelles qualifications pourtant enregistrées comme priorité. Ils ont réduit ce plan de modernisation à un plan de départs. Mais leur départ à eux aussi est inscrit dans ce plan. Affamés de bonnes affaires immédiates, ils ont investi dans les gratuits peu de temps avant la faillite économique du système. Pis, pendant que l'Etat libéral défend la banque de façon exclusive et avoue son plan d'austérité, ils en sont à lui tendre une sébile.

Les voilà assis sur ce sombre bilan, prétendant repousser toute négociation sur l'emploi au prétexte que le gouvernement – le leur, pas le nôtre – leur a dit par le Grand Frédéric (Mitterrand) que l'heure de l'austérité

Groupes de presse et journaux



a sonné, que les robinets des aides étaient fermés.

Voilà des mois que la Filpac CGT leur annonce ces temps nouveaux de la tempête libérale. Subventions pour financer les licenciements patronaux, reproduction des accords parisiens, tout cela était dépassé depuis des lustres. Nulle surprise: les concepteurs de la ligne Maginot de la presse quotidienne vivent à l'époque révolue de leur monopole constitué par leur entente illicite, toujours niée, toujours avérée. Ils subissent et la

concurrence, et le mépris des stratèges du mouvement.

Le SPQR continue de dormir au creux des beaux quartiers parisiens.

Nous sommes entrés dans un nouveau monde, qui prétend au tout-marché libéral et à l'abâtardissement de l'information au rang de marchandise ordinaire. Mettons-nous en mouvement pour défendre l'emploi, le salaire, la retraite, pour toutes et tous.

Le vent se lève, la tempête arrive.

Groupe Sud-Ouest

Lemoine, le capital et la dette

Des erreurs stratégiques dont la note est présentée aux salariés!

Le « groupe » Sud-Ouest s'est spécialisé dans le rachat d'entreprises et de titres. Très peu de créativité, mais un opportunisme centré sur la protection de son « territoire », d'où l'absorption de tout concurrent potentiel, titre de presse éditoriale comme presse gratuite d'annonces.

Cette politique a permis d'engranger, ces dernières années, des profits importants grâce à sa filiale de gratuits d'annonces (S3G), axés de façon principale sur le marché de l'immobilier. Les dirigeants n'ont pas perçu la crise immobilière, pourtant annoncée par la situation espagnole, et se sont lancés en 2007 dans le rachat de H3S, une société de gratuits du marché immobilier, pour 50 millions d'euros.

Obnubilés par l'« effet de taille », ils rachètent la même année le groupe des Journaux du Midi (90 millions d'euros) au groupe Le Monde, dirigé à l'époque par Pierre Jeantet, ex et futur patron du groupe Sud-Ouest, actuel président du SPQR. Prévu à parité avec la Dépêche du Midi (le rival de toujours), ce partenariat n'a pas abouti. Le groupe Sud-Ouest a acquis seul le groupe des Journaux du Midi fin 2007. La crise a rattrapé le groupe Sud-Ouest, doté jusque-là d'une confortable trésorerie. Il se retrouve lourdement endetté.

Ce sont les salariés qui sont invités à payer l'addition. Si la crise a fait plonger le chiffre d'affaires de S3G de 40 %, comme pour l'ensemble des groupes de gratuits, ce sont les erreurs stratégiques et les décisions aventuristes des dirigeants qui ont lourdement aggravé la situation financière. Telle est la cause du licenciement de plus de la moitié des effectifs de S3G (700 personnes) en deux ans. Ce qui pourrait bien se solder, si rien n'est fait, par la liquidation pure et simple de cette entreprise encore florissante il y a trois ans et la mise au chômage des 450 salariés restants.

Qui veut ma dette?

L'actionnaire majoritaire du groupe (qui dit vouloir le rester) est à la recherche d'un ou de plusieurs investisseurs (30 à 50 millions d'euros) pour conforter les fonds propres et, surtout, «rassurer» les banques. Est-ce bien raisonnable de rêver à un mécène qui miserait 50 millions d'euros dans un groupe endetté en étant minoritaire au capital?

Les titres de presse payante du groupe ne se portent pas si mal, malgré une baisse de diffusion lente mais régulière des plus gros titres (*Sud-Ouest* et *Midi Libre*) et un marché publicitaire capricieux.

C'est pourtant dans ce secteur que l'on voit poindre dans le groupe Sud-Ouest, comme ailleurs, des idées de synergies tous azimuts et de mutualisation, notamment des centres d'impression. Cette opération déjà réalisée depuis 2005

dans le groupe des Journaux du Midi semble être pour les dirigeants du groupe Sud-Ouest un exemple à suivre.

Ne pas lâcher la proie pour l'ombre...

L'avis de la Filpac CGT et des salariés à Sud-Ouest, à Pyrénées Presse et à la Charente Libre? Défendre les entreprises de presse, qui ont depuis toujours leur autonomie tant rédactionnelle que technique. Quel quotidien peut se vanter de n'avoir pas perdu le moindre point de diffusion dans les dix années passées? Les journaux palois du groupe Sud-Ouest et la Charente Libre. Ils possèdent leur propre rédaction et leur propre outil d'impression. Ils dégagent chaque année 1 million d'euros qui remonte sous forme de dividendes au groupe. Ils font travailler des salariés dans leur région.

Cela compte, non?

Quant aux hebdomadaires régionaux, leur diffusion progresse régulièrement depuis dix ans, ce qui conforte, là encore, l'idée qu'il existe bel et bien un avenir pour la presse écrite imprimée pour peu qu'elle sache intéresser son lectorat.

Bien évidemment, le groupe Sud-Ouest multiplie les initiatives sur le multimédia. Récemment, c'est une sous-holding qui a été créée (GSO Interactive). Elle a «ses» télévisions locales et «ses» gratuits d'information. Mais, comme les radios «libres» dans les années 80, ce ne sont que pertes accumulées.

La presse imprimée payante reste le pilier du groupe. La diffusion des journaux qui doit en demeurer l'axe principal de développement. C'est pour cela que la Filpac CGT, si elle suit de près tout ce qui touche au multimédia, défend l'idée de ne pas lâcher la proie pour l'ombre et de continuer à se battre pour une presse et des titres indépendants dotés de leurs journalistes et de leurs moyens de production.

Le groupe Sud-Ouest en chiffres et en lettres

44 sociétés (62 en 2007 après les acquisitions du groupe de gratuits H3S et du groupe des Journaux du Midi). Capital à 80% aux mains de la famille Lemoine (en holding), 20% à deux sociétés de personnel, les journalistes et l'ensemble des autres catégories de personnel du journal Sud-Ouest. La holding chapeaute trois pôles: Les Journaux du Sud-Ouest, Les Journaux du Midi et S3G (les gratuits d'annonces).

Quotidiens: Sud-Ouest, Midi Libre, l'Indépendant, la Charente Libre, la République des Pyrénées, Centre Presse, l'Eclair des Pyrénées, la Dordogne Libre.

Hebdomadaires: Haute Saintonge, Haute Gironde, le Résistant de Libourne, le Journal du Médoc, la Dépêche du Bassin, l'Hebdo de Charente-Maritime, le Journal de Millau.

Groupe de presse Crédit Mutuel

(EBRA – BRA and C°)

Le Crédit Mutuel a réparti les titres de presse en sa possession en plusieurs sociétés, manière d'éviter un comité de groupe. Mais le vrai groupe détenu par la banque est composé des titres suivants : les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Est républicain, la Liberté de l'Est, le Républicain lorrain, l'Alsace, le Bien public, le Journal de Saône-et-Loire, le Dauphiné libéré, le Progrès, la Tribune-le Progrès.

Les cahots juridiques (GHM), les conciliabules entre actionnaires (Lignac-Lucas) ne sont pas à prendre en considération. C'est bel et bien le pôle presse du Crédit Mutuel qui est en cours de construction. La mainmise de «La banque à qui parler » sur l'informatique de toutes ces entreprises, via sa filiale Euro Information, confirme la centralisation extrême.

Le projet du Crédit Mutuel consiste à mettre en réseau les entreprises d'information. Recueillie par les rédactions, l'information est concentrée désormais sur une unique base de données située en Alsace. Cette base de données serait à terme rebaptisée « agence de presse »; en fait, elle alimenterait l'ensemble des sociétés du groupe. A terme, une rédaction centrale pourrait bien surgir, qui fournirait les rédactions des titres de la banque, et ce de Strasbourg à Avignon. Dans le même temps, l'opération en cours et drivée par le directeur général du Crédit Mutuel - CIC effectuerait un contournement des rédactions locales par l'utilisation massive des correspondants locaux de presse. L'avantage pour l'organisme financier serait d'utiliser une main-d'œuvre certes porteuse de la richesse principale, l'information locale, mais dont le statut social est pour le moins flottant.

En somme, le nouvel opérateur de la presse en région projette de modéliser le groupe pour en faire une machine numérisée, en réseau. La fonction



politique serait de dominer l'information et la publicité sur tous supports. Les outils sont communs ou vont le devenir (système éditorial, gestion des flux d'impression, ABB Cockpit, logiciels de comptabilité, RH, traitement et production de la publicité, etc.).

La place des salariés dans cette affaire? Le Crédit Mutuel, comme il le démontre par sa négation des négociations de branche sur la GPEC, les considère comme des pièces interchangeables, mutables à volonté, transférables du jour au lendemain dans une agence bancaire. Pourquoi former ces salariés qui font la richesse du groupe alors qu'il est si simple d'utiliser la précarité qui se trouve à

porter de main, se demande la direction bancaire.

Le modèle « Crédit Mutuel », en cours de construction, se propose manifestement de faire école dans l'ensemble des groupes de PQR-PQD dans un avenir très proche. Pour preuve, les propos tenus par le patron de *la Nouvelle République du Centre-Ouest*, affirmant que le désendettement de son groupe passait par la mutualisation de l'information avec des pages communes pour le groupe, la création de synergies en matière d'impression. Du Crédit Mutuel copié-collé.

Toutes les catégories du personnel sont dans le collimateur. L'ancien modèle économique ne convient pas à la banque. Le nouveau doit se faire sans statut, sans convention collective, sans rapports sociaux. Dans ce monde, les instances représentatives du personnel n'ont plus leur place.

Pour la Filpac CGT, le temps est venu que le Crédit Mutuel reconnaisse le groupe EBRA dans son vrai périmètre.

Elle revendique la constitution d'une instance représentant le pôle presse du Crédit Mutuel permettant de recouvrer un lieu de négociation digne de ce nom. Cette instance de négociation aura pour rôle, entre autres, de traiter l'emploi au sein d'EBRA à travers la formation, les reconversions, le maintien du contrat de travail.

Préparons l'avenir, ensemble et sans délai!

Les patrons de groupe et le SPQR voudraient s'en tirer par la mise en concurrence des salariés, par des accords d'entreprise signés en vertu de situations locales, alors que moins de cinq ou six groupes dominent tout.

Leur stratégie est limpide: contourner les conventions collectives, disperser la négociation, la fragmenter, régler son compte à la question sociale, présentée comme archaïque, obstacle à toute modernisation.

Notre démarche est, à l'opposé, fondée sur le rassemblement. La numérisation, la globalisation, le développement de la précarité sont tels que les revendications sont sœurs jumelles d'un bout à l'autre des titres et des groupes.

Voilà pourquoi la Filpac CGT soumet aux salariés la présente plate-forme revendicative, dont le but est que chacun s'y retrouve tout en pratiquant la solidarité avec les autres. Tous mobilisés, tous ensemble.

Il s'agit bien de l'ébauche d'une charte, qui s'engage dans l'effort collectif de solidarité, afin de sauvegarder l'emploi, le salaire et la protection sociale de toutes et de tous.

A leur tentative de division, de dispersion, la Filpac CGT propose de développer l'action collective, la prise en compte de l'intérêt général de salariés chaque jour immergés dans l'incertitude du lendemain et confrontés à la grossièreté patronale.

La Filpac CGT s'adresse donc à tout le salariat de la presse quotidienne régionale et départementale, et revendique:

- des relations sociales responsables au sein des entreprises et groupes de PQR-PQD qui déterminent un cadre de négociation à la hauteur des enjeux;
- la reconnaissance des périmètres des groupes de presse;

- les moyens de traiter l'information par l'établissement d'un cadre social et industriel correspondant;
- une revalorisation du travail humain qui va de pair avec le développement de la qualité de l'information sur tous les supports;
- l'utilisation de l'argument numérique pour renforcer la dynamique et l'offre tout support de communication de la presse quotidienne régionale et départementale. Ces moyens numériques doivent être mis en œuvre de façon à servir, développer et optimiser les capacités d'offres éditoriales et publicitaires;
- la négociation commune des groupes de presse pour accéder aux nouvelles formes de diffusion (Ipad, Google,
- la maîtrise par chaque titre de ses contenus éditoriaux;
- la négociation collective des droits d'auteur sur l'ensemble des supports;
- la préparation des équipes de production aux futures évolutions technologiques (impression numérique, à jet d'encre, etc.);
- une véritable concertation sur l'évolution des outils de production et des stratégies les plus efficaces pour développer les titres et d'autres charges de travail;
- la protection de l'emploi et la préservation du contrat de travail;
- la formation professionnelle utilisée au service de la mutation des métiers, de nouvelles qualifications, de véritables emplois et de la promotion sociale;
- la réinternalisation des activités sous-traitées et filialisées;
- le maintien des salariés du champ professionnel PQR-PQD. En conséquence, la Filpac CGT refuse tout

- processus de plans de départs volontaires, de mobilité externe, de rupture conventionnelle individuelle ou collective;
- la reconnaissance et la prise en compte de la pénibilité qui doit ouvrir droit à un départ anticipé des salariés concernés, dont le remplacement doit être négocié;
- la création d'une convention collective regroupant les conventions collectives de PQR et PQD, toutes catégories confondues et déterminant un nouveau contrat social des salariés de la presse et de l'information plurimédia en région;
- la mise en place de grilles de qualifications uniques, toutes catégories confondues;
- un cadre social de qualité et la fin de la précarité pour les salariés de la distribution de la presse, des pigistes et des correspondants.

Toutes ces propositions et revendications sont ouvertes à bien d'autres, qui ne manqueront pas de surgir des entreprises, où des débats autour de cette charte seront organisés. C'est donc une charte ouverte à toutes et tous que nous proposons. Une telle somme de revendications ne peut que reposer sur l'action. Nous vous proposons de l'organiser de telle manière que la défense de la presse quotidienne régionale et départementale et de ses emplois soit portée par un vaste mouvement national. unitaire, ouvert à tous. Seul un tel mouvement créera les conditions pour que les objectifs soient atteints et que les revendications soient satisfaites. Nous gagnerons si ce mouvement, qui devra instaurer la solidarité et l'unité entre salariés, se construit à l'échelle nationale.



ANTICIPER ET AGIR FACE À LA CRISE

Apex et Isast forment un Groupe indépendant de diagnostic et de conseil au service des élus, des CE, des CCE et des CHSCT. Pour anticiper les plans de l'entreprise et les stratégies des actionnaires, pour obtenir des engagements précis des directions, Apex et Isast apportent, dans leurs domaines respectifs (économique, financier, social, santé au travail) une expertise critique, des chiffres, des faits et des arguments qui ouvrent la «boîte noire» de l'entreprise pour anticiper et pour agir avec clarté.



Apex au service des élus et des CE Isast au service des CHCST

les clés pour anticiper

17 bd Poissonnière 75002 Paris APEX - Tél. 01 53 72 00 00 - www.apex.fr ISAST - Tél. 01 70 64 93 00 - www.isast.fr





A notre ami et camarade Sébastien Méziane







